

هذه امنا الاصل

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12904 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - VENDREDI 25 JUILLET 1986

Le conflit israélo-arabe après la rencontre d'Ifrane

Hassan II et M. Pérès sont restés sur leurs positions mais le dialogue se poursuivra

Le succès derrière l'échec

Lorsqu'il se lança dans l'extraordinaire entreprise qu'était son voyage à Jérusalem, Sadate était condamné à réussir. Il lui fallait rompre l'isolement qu'allait lui imposer le monde arabe et obtenir d'Israël des concessions à la mesure de sa témérité. Neuf ans plus tard, il en va tout autrement du roi Hassan II : même si son invitation à l'ennemi a soulevé des protestations très vives, encore que limitées à quelques irréductibles, il a mené son affaire assez adroitement pour que l'issue prévisible de la rencontre d'Ifrane n'ait pas des allures d'échec.

Quand il s'agit d'un conflit aussi profondément enraciné que celui-là, personne ne peut espérer sérieusement que deux journées d'entretiens permettent de parvenir à un accord en bonne et due forme. Le roi s'était bien gardé, au demeurant, de paraître négocier au fond. Il se proposait seulement - et c'est déjà beaucoup - de rencontrer l'adversaire, de l'entendre et de lui expliquer ses positions - en l'espèce le consensus arabe obtenu à Fès il y a quatre ans. A l'égard de son opinion publique, Hassan II a insisté, comme on pouvait s'y attendre, sur l'intransigeance de son hôte. De retour chez lui - et de façon tout aussi prévisible - M. Shimon Pérès a mis l'accent sur l'aspect positif du dialogue et sur le « dénoûment commun » que les entretiens ont permis d'entrevoir.

Au-delà de ces présentations contrastées, une chose demeure : Israël n'étant plus le paria du Proche-Orient, le roi du Maroc ayant à son tour osé l'inviter à sa table, le dialogue continuera. Le double « non » public de M. Pérès sur les territoires occupés - il se serait montré moins catégorique en privé - et sur la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur pourra-t-il indéfiniment être maintenu dans une négociation enfin franche et ouverte ? « Arabes, assez d'intoxication ! », s'est exclamé Hassan II, persuadé qu'il est grand temps d'appeler les choses par leur nom et de ne plus invoquer des tabous pour échapper à une discussion de fond inséparable.

Dans l'immédiat, le bilan d'Ifrane est, certes, surtout positif pour Jérusalem. Cette « habilitation diplomatique » n'aura été payée de sa part d'aucune concession. Mais un mouvement est amorcé, et il s'arrêtera difficilement.

Le président Assad, qui n'a pas l'habitude de s'emballer pour des vétilles, l'a bien montré par sa réaction immédiate et outragée. Le camp des « durs » est affaibli. Les « modérés » ont le vent en poupe. L'Arabie saoudite et les pays du Golfe se gardent bien de jeter l'opprobre sur le roi du Maroc. La Jordanie, embarrassée, ne peut, de toute évidence, approuver ouvertement une initiative vouée aux gémonies par la Syrie, sa grande et dangereuse voisine, avec laquelle elle tente depuis quelques mois de se remettre en bons termes. L'Egypte jubile, et c'est à Israël de prouver, en réglant enfin le ridicule litige sur le mouchoir de poche de Tabs, que Sadate a eu raison jadis de montrer la voie. Recevoir l'adversaire, lui rappeler les bases sur lesquelles on souhaite négocier, proclamer « urbi et orbi » qu'il n'est pas encore prêt à entendre raison, prendre à témoin son peuple de sa bonne volonté dans un effort « exploratoire » engagé sans excès d'illusions... La démarche du roi du Maroc n'a pas été au-delà. C'est ce qui lui assurait de voir se profiler le succès derrière l'échec.

Le dialogue se poursuivra même s'il existe un grand écart entre les positions respectives du Maroc et d'Israël, a déclaré ce jeudi matin 24 juillet le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, à son arrivée à Tel-Aviv après deux jours d'entretiens à Ifrane avec le roi Hassan II du Maroc. Malgré l'absence de résultats concrets - que le roi a imputés, dans un discours télévisé, à son interlocuteur - M. Pérès s'est félicité du « caractère amical et approfondi » de conversations qui, selon lui, ont « ajouté une nouvelle dimension à la recherche de la paix au

Proche-Orient ». Peu après le retour de M. Pérès, un communiqué commun sur les entretiens d'Ifrane a été publié simultanément à Rabat et à Jérusalem. Il indique que « la rencontre n'a revêtu qu'un caractère purement exploratoire et n'ayant à aucun moment visé à entamer des négociations » et que le roi et le premier ministre vont informer, le premier les responsables arabes, le second son gouvernement. « des points de vue développés au cours des entretiens ». Le souverain chérifien envoie dès ce jeudi des émissaires dans les capi-

IFRANE de notre envoyée spéciale
« Au revoir... je n'ai plus rien à dire à un homme qui rejette l'OLP comme interlocuteur valable unique représentant (du peuple palestinien) et refuse l'évacuation des territoires occupés. » Le roi du Maroc, au terme d'un discours à son peuple de quarante-cinq minutes, a résumé ainsi, le mercredi 23 juillet, les entretiens entamés deux jours plus tôt avec M. Shimon Pérès, premier minist-

tre israélien. Toutefois le souverain chérifien a aussi déclaré : « Je n'ai pas accepté cette rencontre pour négocier ou décider quoi que ce soit. Dans mon esprit, il s'agissait d'un acte d'exploration. Je pense personnellement que c'est lâche de ne pas vouloir entendre un adversaire, un ennemi. » Ce qui apparaît comme un constat d'échec peut cependant être tempéré par le fait que Rabat et Jérusalem se sont mis d'accord sur la publication, ce jeudi, d'un

communiqué commun selon lequel chaque partie s'engage à faire connaître les positions de son partenaire : aux chefs d'Etat arabes, pour le roi du Maroc ; au gouvernement et à l'opinion israéliens, pour M. Pérès. D'autre part, de très bonnes sources proches de la délégation israélienne indiquent que le double non de M. Shimon Pérès ne signifie pas que celui-ci ait rejeté en bloc toute approche nouvelle. FRANÇOISE CHIPAUX. (Lire la suite page 2.)

Max Frérot recherché par la police

La « confession » d'un militant d'Action directe

La police considère qu'il est impliqué dans les récents attentats d'Action directe et notamment le plus meurtrier contre la préfecture de police de Paris. A tort ou à raison, Maxime Frérot fait bien figure de nouvel « ennemi public numéro un ». Nous retraçons ci-dessous son parcours politique et clandestin.

LYON de notre envoyé spécial
C'est une confession froide que rien ne permet de comparer à une autocritique ou, à l'inverse, à un plaidoyer. C'est le bilan de six années de terrorisme ininterrompu (1980-1986), écrit par un homme qu'aucune police ne soupçonnerait alors d'être l'un des pivots de la branche nationale du groupe d'ultra-gauche Action directe. Le rapport de Maxime Frérot, trente

ans, rédigé d'une écriture fine, soignée mais parfaitement lisible, est un document d'une dizaine de feuillets - unique -, « exceptionnel », selon policiers et magistrats. Quelque chose comme « tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les couilles du terrorisme sans oser le demander ».

Cela commence comme un auto-portrait : « J'ai participé à un mouvement prolétarien quand j'étais au lycée. » Cela continue, méticuleusement, sous la forme des bons et mauvais comptes du terrorisme. Des aveux spontanés - peut-on dire désarmants ? - qui accusent aujourd'hui Frérot. En fuite depuis le 28 mars, jour de l'arrestation d'André Olivier, chef de la branche nationale d'Action directe, Frérot est désormais soupçonné d'avoir tué le général Guy Delfosse lors d'un hold-up, à Lyon, en 1984 ; d'avoir

participé aux attentats des 6 et 9 juillet dernier, à Paris, contre les locaux de Thomson, de L'Air liquide et de la préfecture de police (un mort, trois blessés graves).

On le voit partout. Sa photographie, largement diffusée par la presse, suscite méprises et témoignages inexactes. Il sait que sa « cavale » est périlleuse ; il sait aussi qu'il peut compter sur quelques camarades et un réseau de caches soigneusement préparées « avant ». D'une certaine manière, cela fait presque quinze ans qu'il s'est engagé dans la mouvance politique qui l'a conduit à la clandestinité. Et, tout compte fait, la première phase de son « bilan » est une bonne introduction pour comprendre son parcours : « J'ai participé à un mouvement prolétarien quand j'étais au lycée. » LAURENT GRELSAMER. (Lire la suite page 7.)

CHRONIQUE DES ANNÉES 60 Les hebdomadaires font peau neuve PAGE 8

L'imprimeur de M. Nucci inculpé M. Daniel Ronjat, imprimeur à Beaupaire, a été inculpé dans le cadre de l'enquête sur le Carrefour du développement. PAGE 7

Les nouveaux PDG des nationalisées



Nos ancêtres cannibales Quatre mille ans avant Jésus-Christ, des cannibales ont vécu près de Salernes, dans le Var. PAGE 7

Premier vaccin humain produit par manipulation génétique Le vaccin contre l'hépatite virale B a été commercialisé par les Américains. PAGE 24

« Intolérance » à Avignon Le célèbre film de Griffith massacré par la couleur et la musique. PAGE 14

Le Monde DES LIVRES

- Hemingway and Co : le Paris de la génération perdue.
 - Villiers de L'Isle-Adam ou la fureur de l'idéal.
 - Essai : force et faiblesse de l'Etat-Providence.
 - Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech : réédition du « Grand Meaulnes », poèmes, lettres.
- Pages 9 à 13
- Le sommaire complet se trouve page 24

Les organisations humanitaires en Ethiopie

Témoins ou complices ?

L'Ethiopie aurait-elle épuisé les capacités d'indignation et de mobilisation de l'opinion publique internationale ? Lorsque, le 17 juin dernier, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) lance un nouveau cri d'alarme sur les « conditions effroyables » dans lesquelles se sont déroulés les transferts de plusieurs centaines de milliers d'Ethiopiens, et sur le détournement de l'aide internationale, personne ou presque ne s'émeut.

Le 11 juillet, d'Addis-Abeba, le professeur Jean Dorresse affirme que le programme gouvernemental de déplacement des populations est « historiquement et juridiquement fondé et mérite un large soutien international » et que les critiques à ce sujet ne sont que de la « propagande ». Personne ne réagit. Qui a raison, du docteur Rony Brauman, président de MSF, qui compare volontiers l'Ethiopie du président Mengistu au Cambodge de Pol Pot, ou de l'éminent spécialiste dont la position rejoint celle du gouvernement éthiopien ?

Entre les transferts de populations et les opérations de « villagisation » un amalgame est souvent opéré, de même qu'entre les prin-

cipes qui guident cette politique - dont on peut discuter - et ses conséquences immédiates - et ses conséquences dramatiques - pour les populations concernées. Faut-il cesser d'aider l'Ethiopie au motif d'une corrélation entre les « déportations massives » et le flux de l'aide internationale ? Une chose est sûre : ni l'aide alimentaire ni le travail qu'effectuent, sur le terrain, les organisations humanitaires ne sont « neutres ». En Ethiopie, cette aide, tout en soulageant des populations affamées, conforte aussi le régime éthiopien, en lui donnant les moyens de poursuivre son projet politique. Certaines organisations humanitaires tombent parfois dans l'angélisme ou la naïveté, qui conduisent, au nom de l'« apolitisme », à légitimer une situation attentatoire aux droits de l'homme. De « témoin », le risque est grand de devenir, insidieusement, « complice ».

Parmi les organisations humanitaires, MSF a choisi de ne plus accepter de cautionner un « véritable carnage » qui aurait provoqué de cent mille à cent cinquante mille morts, et de le dénoncer, ce qui a provoqué son expulsion du pays. Mais presque toutes les

organisations - une quarantaine - qui restent présentes sur le terrain ont pris le parti de se taire, estimant que leur rôle - sur place - demeure irremplaçable. « Tout », dit le docteur Jean-Manuel Piétri, secrétaire général d'Action internationale contre la faim (AICF), « plutôt que le Cambodge et l'Afghanistan, pays qui se sont fermés à tout contact avec les Occidentaux. »

La contribution de MSF à l'arrêt momentané des déplacements a été sans aucun doute importante, mais la rigueur lui aurait peut-être commandé de préciser que son chiffre n'est fondé que sur des estimations, des témoignages et d'altéatoires projections mathématiques. Le docteur Rony Brauman veut bien le reconnaître. Reste que des milliers d'Ethiopiens auraient pu être sauvés si les opérations de déplacement de populations n'avaient pas été effectuées avec brutalité et sans aucune préparation. Reste aussi qu'une partie de l'aide internationale est détournée de son objectif, ce qui accroît le nombre des morts.

LAURENT ZECCHINI (Lire la suite page 3.)

PRIX FÉMINA
Hector BIANCIOTTI

Sans la miséricorde du Christ
roman
GALLIMARD nrf

Sur le...
Blanchis...
que les relations...
confiantes...

Etranger

Le conflit israélo-arabe après la rencontre d'Ifrane

Sans attendre la fin des entretiens d'Ifrane, l'OLP a demandé officiellement, le mercredi 23 juillet, à la Ligue arabe à Tunis la convocation d'urgence d'un sommet arabe pour « examiner les répercussions de la visite au Maroc du chef du gouvernement de l'ennemi [Israël] et les conséquences dangereuses qui en découlent ».

● A DAMAS, la presse syrienne a poursuivi ses violentes attaques contre la rencontre d'Ifrane. Le Front national progressiste, qui

regroupe les cinq partis partageant le pouvoir, a publié, à l'issue d'une réunion présidée par M. Hafez El Assad, un communiqué affirmant que l'initiative marocaine constitue « un tournant très dangereux dans le conflit à long terme que mène la nation arabe contre son ennemi israélien ». Ce texte condamne la « conspiration du souverain chrétien visant à liquider la cause palestinienne ». Le Front Front appelle les masses arabes à « contrecarrer ce complot, qui commença

le même sort que celui fomenté par l'ancien président égyptien Anouar Sadate ».

● A TRIPOLI, le gouvernement libyen a fait savoir dans un communiqué que « le comportement du roi Hassan II » était un « complot contre la nation arabe (...) et une insulte à l'égard du monde musulman », affirmant qu'elle constitue une « violation grave du traité historique d'Oujda qui contenait une clause relative à la libération de la Palestine et de Jérusalem ». Les comités popu-

laires ont exigé la réunion du « tribunal prévu par le traité d'Oujda pour juger celui qui violera ce traité ».

● A BEYROUTH, des manifestants agitant des banderoles ont qualifié Hassan II de « chah marocain » et brûlé les drapeaux américain et israélien devant les locaux de l'ambassade du Maroc. Les partis de gauche et musulmans ont lancé un mot d'ordre de grève à Beyrouth-Ouest vendredi prochain. — (AFP, Reuter.)

Le premier ministre israélien : il ne faut pas désespérer de la paix

JERUSALEM de notre correspondant

« J'ai eu l'occasion, a poursuivi M. Pères, d'expliquer dans le détail la véritable position du gouvernement israélien. Le roi a parlé en son nom propre mais aussi au nom de ce qu'il pensait être le consensus arabe. Connaître précisément le point de vue de la Ligue arabe et d'un dirigeant qui ne recherchait rien pour le compte de son propre pays m'a beaucoup apporté. Le roi et moi-même savons maintenant exactement de quoi nous parlons. J'ai proposé des négociations directes, sans condition préalable. Bien sûr, je ne m'attendais pas à ce que nous réglions tous les problèmes en deux jours, mais notre rencontre prouve qu'il ne faut pas désespérer de la paix. » M. Pères s'est également dit au passage impressionné par les progrès réalisés par le Maroc.

mercie pour « son accueil amical » et « exprime l'espoir que le dialogue engagé à Ifrane continuera comme convenu ». Le communiqué conjoint israélo-marocain a été publié jeudi à midi heure de Jérusalem (11 h à Paris) par la présidence du conseil.

A l'heure du premier bilan de ce rendez-vous historique, Israël retient trois principaux motifs de satisfaction. Le premier, patent depuis l'annonce de la rencontre, tient évidemment à son formidable impact psychologique. Le deuxième résulte des répercussions de la rencontre d'Ifrane dans le monde arabe. A l'évidence, le rendez-vous Hassan-Pères n'a pas fini d'y provoquer des vagues. Israël constate que l'événement a un effet, à ses yeux favorable, il irrite et affaiblit le camp du refus arabe et palestinien, hostile à toute forme de dialogue avec l'Etat hébreu.

Hassan II et M. Pères sont restés sur leurs positions

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, dit-on, s'est notamment engagé à examiner à son retour la possibilité d'une rencontre avec une délégation de « représentants authentiques » du peuple palestinien, pour entamer de véritables pourparlers afin de trouver une solution satisfaisante à la fois les aspirations du peuple palestinien et la sécurité d'Israël. M. Pères a, d'autre part, promis au roi, dit-on de mêmes sources, qu'Israël n'étendra pas sa souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza jusqu'à la reprise du processus de paix et pendant toutes les négociations. La question de la souveraineté sera décidée, aurait-il indiqué, par négociation. Le premier ministre israélien a, d'autre part, affirmé qu'une négociation avec des représentants des pays arabes et du peuple palestinien aspirant à la paix et rejetant la violence et le terrorisme pourrait se tenir dans un cadre international que les parties concernées définiraient.

M. Pères de le rencontrer aux Etats-Unis à l'occasion du voyage qu'il devait y faire, comme la suggestion du président Reagan de procéder de cette façon.

Mais ce discours très didactique, précis, non sans ironie mordante parfois s'adressait aussi aux Etats arabes et à l'opinion internationale prise ainsi à témoin des efforts du souverain pour débiter une situation que le roi a qualifiée de « tragédie ». En expliquant ses démarches, Hassan II a tenu à souligner qu'il n'était pas sorti du consensus arabe, puisque la base de discussion fixée par lui-même avait été celle du plan de Fès. Or a dit le souverain « rien ne permet soutenir que les résolutions de Fès interdisent des contacts avec Israël établis dans le cadre du plan. J'ai rencontré M. Shimon Pères parce qu'aucune décision de la Ligue des Etats arabes depuis qu'elle existe n'a interdit à un responsable arabe de rencontrer un responsable israélien. » « C'est très important », a ajouté le roi.

Il reste bien sûr à évaluer jusqu'où pourra aller M. Pères, compte tenu de ses impératifs de politique intérieure. Le roi l'a redit dans son discours, il estime que le chef du parti travailliste constitue une meilleure chance pour la paix que M. Shamir. La parole est aujourd'hui à la partie israélienne et le monde en est témoin, estime-t-on côté marocain. Les officiels insistent d'ailleurs sur l'aspect exploratoire de la rencontre destinée à exposer et expliquer le plan de Fès (voir ci-dessous) et à rappeler aux Israéliens le droit « imprescriptible et inaliénable » du peuple palestinien à l'autodétermination sous la conduite de l'OLP.

que qu'il comptait adresser - un message à chacun des souverains et présidents arabes pour leur expliquer les raisons qui nous ont poussés à recevoir Shimon Pères et leur rendre compte de sa double réponse négative ». Les émissaires déjà envoyés dans diverses capitales y reprennent peut-être l'allusion faite dans le discours à la tenue d'une réunion qui pourrait débattre des résultats de cette rencontre.

« Arabes, assez d'intoxication ! »

Rappelant, dans le même temps, la responsabilité des Etats arabes dans la poursuite du drame palestinien, le souverain a dénoncé les dissensions qui détournent « du problème essentiel » en ces termes : « Arabes, assez d'intoxication ! Parmi vous, il en est qui ont trahi. Ils ont trahi la cause sacrée en prenant les armes contre un ennemi arabe pour défendre des non-Arabes. » Allusion claire au soutien de Damas à Téhéran dans sa guerre contre l'Irak, alors que la Syrie vient de rompre toutes relations avec Rabat.

A la fin de son exposé, le roi a tenu à prévenir les comparaisons entre son initiative et le voyage de Sadate à Jérusalem en 1977 en disant : « Il avait conclu un accord en récupérant un territoire. (...) Il ne s'agit pas, pour moi, d'un territoire à libérer. S'il en était ainsi, je n'aurais pas attendu jusqu'à maintenant pour le faire. (...) Je n'accepte pas que les gens du Machrek viennent me donner des leçons de patriotisme. » Réaliste comme à son habitude, Hassan II a aussi rappelé les propositions du sommet de Casablanca, en 1965, où il avait suggéré soit de combattre Israël avant qu'il ne soit trop tard, soit de s'entendre avec lui. « Ma conscience est tranquille », a conclu le souverain, qui a terminé sur une citation du Coran : « Agissez, Dieu, ses apôtres et les croyants feront vos œuvres. »

Ces quarante-huit heures d'entretiens ont, à l'évidence, été très serrées, et mardi, semble-t-il, on a frôlé la rupture. Au mois de novembre, le roi, révélant qu'il était prêt à recevoir M. Pères, avait bien précisé : « Si celui-ci a des propositions concrètes. » Or on voit mal ce qu'a apporté le premier ministre israélien en échange d'une venue à Rabat, dont il semble être le principal bénéficiaire.

Le geste du roi Hassan II n'en apparaît, dans ces conditions, que plus méritoire. Sans aucun doute, au visible contentement israélien ne répond aujourd'hui qu'une très prudente satisfaction marocaine. En ne cédant rien sur les principes, le roi du Maroc a montré que l'on pouvait parler aux Israéliens en espérant sans doute qu'ils sauraient à leur tour faire les gestes qui s'imposent. Reste à savoir si cette démarche sera soutenue dans le monde arabe, et si Israël saura y répondre.

Trois motifs de satisfaction

Dans l'avis militaire qui le remaînait vers Israël, le premier ministre avait adressé un télégramme au souverain marocain, où il rend hommage au « courage » de son hôte, le

Le communiqué commun : Un caractère purement exploratoire

A l'issue des entretiens d'Ifrane, le roi Hassan II et M. Shimon Pères ont publié un communiqué commun dont voici le texte : « Sa Majesté le roi Hassan II a reçu en son palais d'Ifrane, les 22 et 23 juillet 1986, M. Shimon Pères, premier ministre israélien. Au cours des entretiens marqués de franchise et consacrés essentiellement à l'étude du plan de Fès, le souverain marocain et le premier ministre israélien ont procédé à un examen approfondi de la situation au Moyen-Orient et des conditions de forme et de fond susceptibles de contribuer efficacement à l'instauration de la paix dans cette région. »

« Sa Majesté le roi Hassan II a exposé et expliqué le bien-fondé de chacun des éléments du plan de Fès, qui a le double mérite, d'une part, de constituer le seul document, à son avis, objectivement valable en ce qu'il est susceptible d'être le fondement d'une paix juste et durable et, d'autre part, de faire objet, à l'exclusion de tout autre plan ou projet de paix, d'un consensus arabe. » M. Shimon Pères, de son côté, exposé ses observations sur ce plan de Fès et avança des propositions quant aux conditions qu'il estime nécessaires à l'instauration de la paix.

« La rencontre n'ayant revêtu qu'un caractère purement exploratoire et n'ayant à aucun moment visé à entamer des négociations, Sa Majesté Hassan II et le premier ministre Shimon Pères s'entendront, le premier, les responsables arabes, le second, son gouvernement, des points de vue développés au cours des entretiens. »

« Rien n'interdit des contacts »

C'est toute la genèse de ce nouveau défi qu'il vient de lancer que le roi du Maroc a expliquée à son peuple. En s'adressant d'abord aux Marocains, dont le consensus lui est acquis, il a clairement montré le caractère volontariste d'une décision dont il a revendiqué à plusieurs reprises la responsabilité exclusive. Le souverain a affirmé qu'il n'avait prévu aucun chef d'Etat arabe ou africain de son initiative. Il a aussi indiqué que c'était la raison pour laquelle il avait refusé la proposition de

FRANÇOISE CHIPAUX.



Plus vite, moins cher !

ça c'est NEUBAUER

SOLDES EXCEPTIONNELS

sur quelques modèles 1986 neufs ou d'exposition

- 4 309 GT (bleu Ming, gris Futura, gris Winchester)
- 2 309 GR (gris métal et bleu Ming)

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun • 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France ☎ 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

M. Ibrahim Souss : il n'y a pas de « froid » entre la France et l'OLP

M. Ibrahim Souss, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris, a été reçu, le mercredi 23 juillet, par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et a affirmé à l'issue de cet entretien qu'il n'y avait pas de « froid » entre la France et l'OLP.

Il a qualifié de « malentendu sur le calendrier » le fait que M. Raimond n'ait pu s'entretenir, lors de sa visite à Tunis la semaine dernière, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dont l'emploi du temps, selon lui, n'a pas permis cette rencontre.

« J'ai apprécié, et considéré comme un geste significatif, a-t-il déclaré à sa sortie du Quai d'Orsay, le fait que le ministre ait souhaité me recevoir très vite après son

retour de Tunis. J'ai apprécié également le fait d'avoir été pour la première fois invité par le président François Mitterrand à la réception du 14 juillet à l'Élysée, et d'avoir été invité par le premier ministre Jacques Chirac à participer au dîner qu'il a offert aux ambassadeurs arabes accrédités à Paris. »

M. Souss a indiqué, d'autre part, qu'il avait fait avec le chef de la diplomatie française un tour d'horizon de la situation au Proche-Orient et qu'il lui avait fait part de la condamnation par l'OLP de la visite de M. Shimon Pères au Maroc. La position du comité central du Fath (principale composante de l'OLP) a été exprimée dans un communiqué publié mardi soir à Tunis (*Le Monde* du 24 juillet 1986).

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicités : 45-55-91-82, poste 4196

Le plan de Fès

Le plan de Fès, adopté en septembre 1982 lors du dernier sommet ordinaire de la Ligue arabe, reconnaît implicitement le droit d'Israël à l'existence et prévoit la création d'un Etat palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale.

Le plan en huit points comporte :

- La retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés après la guerre de juin 1967, y compris le secteur arabe de Jérusalem.
- Le démantèlement des colonies édifiées par Israël après 1967.
- La garantie de la liberté de culte pour toutes les religions dans les Lieux saints de Jérusalem.
- La réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'exercice de ses pleins droits nationaux inaliénables, sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), son « représentant unique et légitime ».
- Le placement de la Cisjordanie et Gaza sous la tutelle de l'ONU, pour une période transi-

toire ne dépassant pas quelques mois.

- La création d'un Etat palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale.
- Des garanties de paix du Conseil de sécurité de l'ONU à tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien indépendant.
- La garantie de ces principes par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le septième point a été considéré dans toutes les chancelleries comme une reconnaissance implicite du droit d'Israël à l'existence dans la mesure où, s'adressant à l'ONU dont l'Etat hébreu est membre, il parle, pour la première fois, de garanties de paix pour « tous » les Etats de la région.

Ce plan de paix, fondé essentiellement sur les propositions du roi Fahd d'Arabie saoudite (le plan Fahd), auquel les Etats-Unis avaient opposé un « plan Reagan » ne comportant pas de reconnaissance de l'OLP, avait été favorablement accueilli par la communauté internationale, à l'exception d'Israël, de la Libye et de l'Iran.



صلى الله عليه وسلم

Politique

La nouvelle politique du logement devant l'Assemblée nationale

M. Méhaignerie confronté jusqu'au bout aux pressions ultra-libérales de la majorité

La loi Quilliot a vécu : les députés du RPR et de l'UDF, contre ceux du PS et du PC (ceux du FN s'abstenaient), ont approuvé, le mercredi 23 juillet, en première lecture, le projet de M. Pierre Méhaignerie « tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accèsion à la propriété de logements sociaux ».

La majorité s'est ainsi mise à bas un des symboles de la gauche au pouvoir, que la droite avait, dans sa propagande, rendu responsable de tous les maux du bâtiment et du logement en France.

Le texte du ministre de l'Équipement et du logement ne se contente pas d'abroger la législation voulue par son prédécesseur ; il cherche à introduire les lois du marché dans un domaine - les rapports entre locataire et propriétaire - où elles ont eu bien peu l'occasion de jouer en France. Ce changement est si important qu'il a fallu prévoir des mesures transitoires. Les loyers des logements vacants ne seront fixés que par la loi de l'offre et de la demande. En revanche, ceux des appartements et des maisons en cours de location ne seront que progressivement libérés, en tout cas pas avant le 31 décembre 1991, dans les agglomérations de plus d'un million d'habitants. D'ici là, c'est du moins le pari du ministre, le plan de relance de la construction de logements devrait avoir accru l'offre suffisamment pour que la spéculation ne puisse plus profiter de la trop grande pression de la demande. Le président du CDS se montre ainsi très « barbare » dans la façon de gérer son secteur ministériel. La réforme profonde qu'il entend n'aura de résultats véritables que bien après les échéances électorales, et elle pourrait même avoir dans un premier temps des retombées négatives.

Le responsable de l'UDF n'en est pas moins parfaitement en concordance avec la ligne politique de sa confédération. Son projet s'inscrit en effet dans le vaste mouvement de « déréglement » de l'économie française, non seulement dans le strict domaine des rapports locatifs mais aussi dans la législation du logement social, en accroissant la liberté d'action des offices HLM, et dans la réglementation de l'urbanisme, en assouplissant les possibilités d'intervention de la puissance publique. Il va là à l'encontre d'une tradition bien antérieure à 1981, et qui devait beaucoup à la fois à la pensée gaullienne et à la philosophie démocrate chrétienne, dont M. Méhaignerie est pourtant un des héritiers.

La vente des HLM

Son « centrisme » est resté vivace dans la manière de mener le débat à l'Assemblée nationale : il s'est montré soucieux d'écouter les critiques des oppositions, et parfois d'en tenir compte, y compris contre l'avis d'une partie de sa majorité ; de même il a eu la volonté - pas toujours couronnée de succès - de résister aux pressions les plus vives de la droite. Ainsi l'équilibre dont le ministre de l'équipement et du logement a fait la règle de base de son projet a été sensiblement modifié au cours de la discussion : les locataires ont obtenu quelques satisfactions, les propriétaires bien davantage.

La discussion, mercredi 23 juillet, des dernières dispositions du projet gouvernemental a été, de ce point de vue, aussi nette que celles des modifications des rapports locatifs intervenues les jours précédents. La gauche a voulu accroître la possibilité d'accords collectifs, alors que la droite donne la priorité aux accords entre personnes individuelles. Le ministre veut favoriser le plus possible la vente des logements HLM à leurs occupants, que l'extrême droite aurait voulu encore plus massive, que le PS accepte, que le PC ne refuse pas, dans son principe, mais dont il redoute les conséquences pour le maintien d'un fort secteur de logement social. C'est pourquoi les communistes ont tenté de limiter les

possibilités de ces ventes, alors que le gouvernement s'est efforcé de rendre cette possibilité suffisamment attractive pour les locataires comme pour les offices afin qu'elle soit considérablement plus utilisée que par le passé. Sensible aux demandes d'une partie de la droite et de toute la gauche, M. Méhaignerie a renoncé à son projet de permettre aux collectivités locales de transformer les offices d'HLM en sociétés anonymes.

La gauche, en revanche, a été tout à fait unie dans son refus des assouplissements apportés à la législation de l'urbanisme pour favoriser la mise sur le marché de nouveaux terrains à bâtir afin de permettre un accroissement de la construction de logements neufs, puisque, pour le gouvernement, c'est l'accroissement de l'offre qui évitera une flambée des prix. Pour les communistes, cela va faciliter « la spéculation » ; pour les socialistes, cela va réduire dangereusement la maîtrise de l'urbanisme par la puissance publique. Le

ministre, lui, a voulu rendre plus libres de leur action les communes en ne leur imposant plus des « plafonds légaux de densité », qui limitent la concentration de bâtiments, et un droit de préemption sur les terrains vacants ; elles auront simplement la possibilité d'user de ces procédures créées bien avant 1981.

Les maires de droite en sont ravis. Ils ont même obtenu, en plus, la possibilité d'autoriser des constructions dans des conditions très limitées, là où les règles actuelles de l'urbanisme ne le permettaient pas. Mais si M. Méhaignerie avait écouté certains, la législation actuelle sur les plans d'occupation des sols aurait été encore plus souple. Jusqu'au bout il a ainsi dû résister à la pression « ultra-libérale » d'une partie de sa majorité. C'est ce qui lui permet de dire que son projet est « équilibré » alors même qu'il revient sur les traditions françaises de contrôle strict de l'urbanisme et du marché du logement.

THERRY BRENIER.

Le débat sur l'audiovisuel

Après un marathon d'un mois le Sénat adopte le projet de loi

C'est fini ! Le Sénat devait adopter, ce jeudi 24 juillet, le projet de loi relatif à la liberté de communication, au terme d'un marathon entamé plus d'un mois auparavant. Mais gouvernement et formations politiques préparent déjà la deuxième manche, qui devrait s'ouvrir le 4 août à l'Assemblée nationale.

Mardi, les sénateurs ont bouclé l'examen des derniers articles, sous la pression d'une évidente lassitude générale. La journée avait commencé dans la tension : le gouvernement ayant abandonné le principe de l'égalité des temps de parole des formations politiques à la télévision et refusant d'étendre l'accès à l'antenne aux syndicats, M. Gérard Deltau (PS, Hauts-de-Seine) a dénoncé « une véritable atteinte aux libertés, une régression démocratique ».

La séance s'est pourtant achevée dans le consensus, le gouvernement acceptant de revenir à la loi de juillet 1982 pour définir les rôles et la composition de la délégation parle-

mentaire et du Conseil national de la communication audiovisuelle. Entre temps, les sénateurs avaient transféré les émissions religieuses de TF 1 sur A 2 et refusé la proposition communiste d'étendre le programme minimum aux chaînes privées, en cas de grève du service public.

Cent-quatre-vingt heures de débat, mille huit cent trente-six amendements, dont plus de mille cinq cents examinés en séance publique. « Record absolu du débat parlementaire depuis 1958 », comme l'a souligné M. Adrien Gouteyron (RPR), rapporteur de la commission spéciale. Sénateurs communistes et socialistes ont utilisé toutes les ressources du règlement pour ralentir les débats. La majorité a répondu par le silence, le gouvernement par le vote bloqué. Des procédures qui n'ont pas manqué d'entraîner une « stérilisation des débats », qui inquiète nombre de sénateurs, soucieux, à l'instar de M. Gouteyron, de préserver le climat serein et attentif des débats de la Haute Assemblée.

Cette bataille rangée a consacré trois héros : M. Gouteyron d'abord, chez qui les sénateurs unanimes applaudissent à la fois la compétence, l'assiduité et la constante courtoisie. M. Jean-Pierre Foucaud, ensuite, président de la commission spéciale, qui a pris un évident plaisir à aguerir « un gouvernement jeune et inexpérimenté », à qui il n'a pas épargné ses critiques. M. Michel Dreyfus-Schmidt enfin, porte-parole insignifiant et inspiré d'un groupe socialiste, qui s'est découvert à l'occasion une âme de breuvier. En face, une seule victime : M. François Léotard, dont l'image de professionnalisme et d'habileté politique a pris un sérieux coup, au moins dans les milieux parlementaires.

Le chemin de croix de M. Léotard

Le ministre de la culture et de la communication a dû accepter de voir son projet réécrit par la majorité sur nombre de points essentiels : de la privatisation de TF 1 à l'annulation des concessions de la « 5 » et de TF 6, en passant par les administrateurs provisoires des sociétés publiques. Sur quelques articles pourtant - la suspension de la Régie française de publicité, le refus d'intégrer Canal Plus dans le calcul des limites à la concentration - M. Léotard a tenu tête à la commission spéciale.

Mais n'a-t-il pas l'occasion de prendre sa revanche, lors du débat à l'Assemblée nationale ? M. Michel Péricard, futur rapporteur du projet de loi au Palais-Bourbon, n'a pas manqué de faire état de l'irritation des députés de la majorité devant certaines initiatives des sénateurs. Lui-même reste partisan de la nomination par le gouvernement d'un administrateur provisoire pour TF 1 et d'un retour au texte original pour la composition de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

M. Jacques Chirac a réuni, le 22 juillet, M. Léotard et les représentants de la majorité du Sénat et de l'Assemblée, pour parvenir à un compromis. Le premier ministre veut, à l'évidence, éviter de nouvelles dissensions au sein de sa majorité pour conclure rapidement le débat au Palais-Bourbon et faciliter par avance le travail de la commission mixte paritaire. M. Foucaud assure, le 23 juillet, qu'un terrain d'entente pourrait être trouvé entre les deux assemblées, mais il précisait aussi que « le Sénat ne pourrait revenir en arrière sur cinq points fondamentaux » : les modalités de la privatisation de TF 1 ; la composition de la CNCL ; l'unification, sous la houlette d'une même autorité, des secteurs de l'audiovisuel et des télécommunications ; le capital, majoritairement public, de Télédiffusion de France et de la Société française de production, et, enfin, le volet social accompagnant la réforme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le PCF insiste pour que M. Mitterrand n'analyse pas le nouveau découpage électoral

Un seul geste de M. François Mitterrand compterait véritablement aux yeux des dirigeants du PCF : l'abstention de parapher sous-dosses de l'ordonnance sur le découpage électoral. Après M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui présentait récemment le refus de signature de l'ordonnance sur les délimitations par le chef de l'État (*Le Monde* du 17 juillet) comme « un coup à blanc », M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, a estimé, le mercredi 23 juillet, que le président de la République avait une bonne occasion de « vraiment montrer son inquiétude » face à la politique de gouvernement en refusant de « signer l'ordonnance sur le découpage électoral ».

Au cours du point de presse hebdomadaire du PCF, le responsable communiste a souligné que cette hypothétique abstention de M. Mitterrand donnerait, aussi, « l'occasion à l'Assemblée nationale de jouer son rôle » car le président de la République ne cautionnerait pas « par sa signature le tripartisme préparé sur la tombe de la proportionnelle par Pasqua ».

A vrai dire, le PCF, qui ne croit pas beaucoup à ce dénouement, garde deux fers au feu. En ce moment qu'il tend une perche vers l'Élysée, il dénonce les efforts tendant à instaurer « un bipartisme » entre la droite et le PS. Rappelant qu'il s'était élevé contre la « bande des quatre », le parti assure que « notre pays n'est pas prêt pour la bande des deux ». En conséquence, M. Laurent appelle « tous les gens épris de liberté à s'élever contre cette perspective mutilante ».

ATTENTION BRITISH CITIZENS LIVING ABROAD

1.	BROWN (Andrew Brown, of 6 Orchard Grove, Maiden Vale, London W9 3DP)	X
2.	SMITH (John Philip Smith, of 21A Highfield Road, Enfield, Middlesex EN6 2DR)	
3.	JONES (Albert David Jones, of 11 Charlton Court, London NW9)	

DON'T BE EXCLUDED!

If you were registered as an elector in the UK within the last 5 years you can now vote in UK parliamentary and European Parliament elections.

Your vote will be cast in the constituency in which you were last registered before leaving the UK.

In order to qualify you will have to fill in a declaration form and return it by 10th October 1986
(15th September if you were previously resident in Northern Ireland).

Forms and an explanatory leaflet are available from your nearest diplomatic or consular post.

PLEASE LET OTHER BRITISH CITIZENS KNOW THAT THEY MAY ALSO BE ELIGIBLE TO VOTE IN THE UK.

A L'ATTENTION DES CITOYENS BRITANNIQUES DEMEURANT A L'ETRANGER. NE SOYEZ PAS EXCLUS!

Si vous étiez inscrit sur une liste électorale au Royaume-Uni au cours des cinq dernières années vous pouvez désormais voter lors des élections parlementaires au Royaume-Uni et du Parlement européen.

Votre vote comptera pour la circonscription dans laquelle vous étiez inscrit juste avant de quitter le Royaume-Uni.

Pour répondre aux conditions requises vous devrez remplir une fiche de déclaration et nous la renvoyer avant le 10 octobre 1986 (15 septembre si vous habitez en Irlande du Nord).

Les fiches et une notice explicative sont à votre disposition à la mission diplomatique ou consulaire la plus proche de votre domicile.

FAITES SAVOIR AUX AUTRES CITOYENS BRITANNIQUES QU'IL EST POSSIBLE QU'EUX AUSSI AIENT LE DROIT DE VOTER AU ROYAUME-UNI.

Une évocation dense et lumineuse

NOS ANDALOUSIES

Texte : Michel del Castillo
Photos : Michel Dizenzaide
23x29 cm - 212 pages - 230 F

Editions Borel-Verlain

LES

et remue-ménage diplomatiques de Moscou

de la mort

Asie

M. Charac

A TRAVERS L'ENFANCE

Entre-Deux

LA MORT

NFA

CHRONIQUE DES ANNÉES

60



Le Nouvel Observateur du 19 novembre 1964.

< France-Observateur > va devenir < le Nouvel Observateur >

M. JEAN DANIEL EN SERA LE RÉDACTEUR EN CHEF

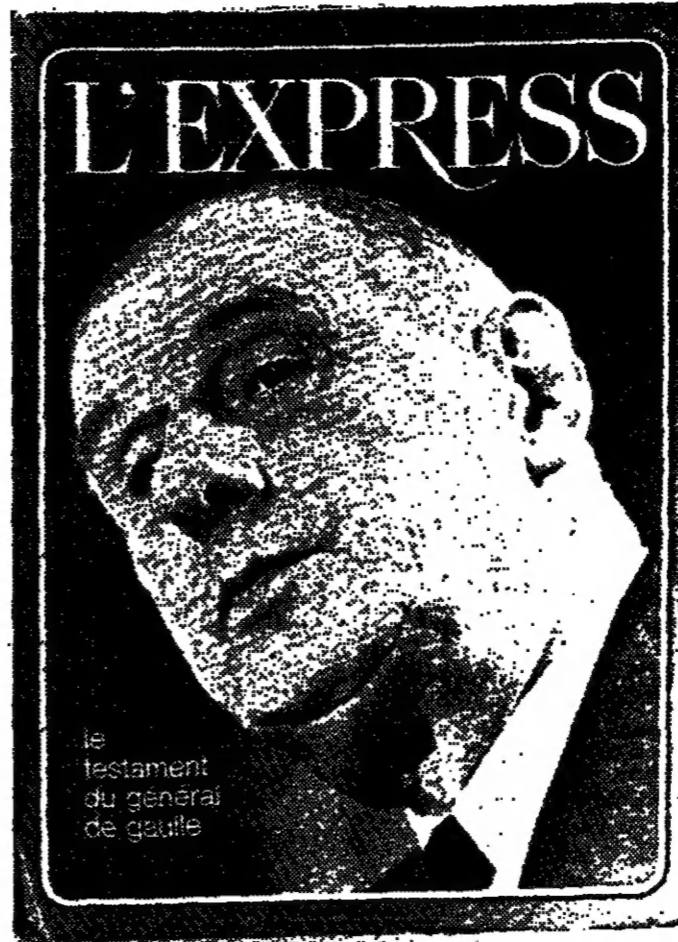
M. Gilles Martinet, sous le titre « Le Nouvel Observateur », annonce dans l'éditorial de France-Observateur, dont il est le directeur, une prochaine transformation de cet hebdomadaire. Il traite d'abord de la « dépolitisation » et annonce l'entrée de nouveaux collaborateurs dans l'équipe du journal et précise à ce sujet : « Voici des mots que je m'entretiens avec Jean Daniel des ambitions d'une... »

(22 octobre 1964.)

LE NOUVEL < EXPRESS > VEUT ÊTRE < un vrai magazine d'information >

C'est lundi prochain 21 septembre que « l'Express » paraîtra sous son nouveau format et selon une nouvelle formule. Dans le numéro du 14 septembre, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, codirecteur de l'hebdomadaire, raconte longuement les études et les travaux entrepris à cette fin depuis le mois de novembre 1963 et évoque à cette occasion la préparation du... débarquement du 6 juin 1944. Soulignant qu'« un journal ne saurait demeurer... »

(15 septembre 1964.)



L'Express du 21-27 septembre 1964.

9. Les hebdomas font peau neuve

La fin de la guerre d'Algérie marque une nouvelle étape pour deux hebdomadaires de gauche, l'Express et l'Observateur, qui avaient plaidé pour l'indépendance. L'un et l'autre changent de formule.

PASSÉ les derniers événements tumultueux de l'année 1962, on note une sorte de décompression politique, une perplexité post bellum, un creux dans les esprits qui, pendant des années, ont été obsédés d'une question unique. L'Algérie avait rendu myope et monomaniaque ; il fallait se réhabituer à la vie normale. La convalescence pour certains intellectuels va se révéler pénible. Parmi les bouleversements notables de ce retour à la paix, on ne saurait sous-estimer la crise des hebdomadaires de gauche : le paysage de la presse en France va en sortir remodelé.

Au cours des dernières suffragances de la IV^e République, Jacques Soustelle, dans un morceau d'éloquence parlementaire, avait vilipendé ce qu'il appelait « les quatre grands de la contre-propagande française », c'est-à-dire le Monde et trois hebdomadaires qui s'entendaient à refuser les vérités officielles sur « le dernier quart d'heure » de la « pacification » : l'Express, France-Observateur et Témoignage chrétien.

Or ces trois journaux d'opinion, qui avaient renforcé leur audience de manière enviable dans les coups de tempête, voient leurs ventes régulièrement fléchir, une fois le ciel apaisé. Chacune des rédactions est bien sûr convaincue qu'il faut trouver quelque chose avant la chute finale. Témoignage chrétien, à court d'imagination ou de moyens, a décidé à rester lui-même quoi qu'il lui en coûte, va entamer un déclin inexorable vers l'état de feuille confidentielle. Les deux autres hebdomas, plus lucides ou plus déterminés, optent pour la métamorphose, au prix d'une redistribution des cartes dont les conséquences s'affichent encore aux kiosques d'aujourd'hui.

L'agitation s'est d'abord emparée de l'Express. On a tout reproché à son fondateur et alors directeur, Jean-Jacques Servan-Schreiber : sa mégalomanie provinciale, sa prose à l'estomac, tout

ce qui chez lui brave délibérément le sens commun, son manque de savoir d'humour... Tout, sauf son grand courage (il l'a montré pendant la guerre et en Algérie où il a été rappelé comme lieutenant) et son instinct en matière de presse. L'hebdomadaire qu'il avait créé en 1953, grâce à un financement familial, avait connu un succès croissant, grâce à sa qualité journalistique, à ses invités de marque (Mauriac, Camus, et à l'occasion Malraux et Sartre), à ses choix politiques (la gauche « méridionale » au sens large du mot), etc.

Tous les hebdomas, les uns après les autres, ont imité peu ou prou l'Express, et en particulier adopté son format. En mars 1962, le tirage dépassait 225 000 exemplaires, alors que la vente moyenne pour l'année précédente atteignait 167 000. Un succès incontestable pour l'époque. Or, dès la fin du conflit algérien, les chiffres sont à la baisse : 145 000 pour la période du 1^{er} novembre 1962 au 31 octobre 1963. Un maître mot qu'on va retrouver dans toutes les bouches explique tout : dé-pol-i-ti-ca-tion. Il fallait changer de formule pour s'accommoder au changement des Français.

« JSS » confie alors à son frère Jean-Louis le soin d'aller étudier les périodiques américains, tandis que lui-même contacte le magnat de la laine, Jean Prouvost, à la tête du très puissant groupe de presse qui compte le Figaro, Paris-Match et autres Télé-Sept Jours. Rapprochement plutôt curieux de la part d'un homme qui avait fait un hebdomadaire « de gauche » ; mais l'étonnement ne venait que des naïfs. Jean-Jacques avait pris son parti : « Le temps des croisades arrive. » Or l'« intelligence » commandait qu'un journal désireux de garder sa liberté devait « être puissant comme une usine, obéir aux lois industrielles ».

L'entente avec Prouvost fait long feu mais l'analyse du directeur de l'Express demeure : il faut créer un journal qui attire les annonceurs car seule la publicité permet désormais de vivre. A cette fin, on doit gagner la clientèle de ces nouvelles classes moyennes en nette expansion et à fort pouvoir d'achat que sont les cadres. La recette ? Un bémol en politique, de l'information très ouverte, des photos, un côté « tout ce qu'il faut savoir pour paraître déclassé », du beau papier, de l'offset pour ne pas tacher les mains, de la quadrichromie en couverture... Bref, imiter à la française le Time ou le Newsweek américains, ou le Spiegel allemand.

Dans un immense article du 14 septembre 1964, Servan-Schreiber proclame en termes inimitables la venue au monde du nouveau bébé 28x21 cm pour la semaine suivante. Grande manœuvre réussie, grâce à une minutieuse préparation et à des apports en capitaux frais : la vente moyenne des six premiers numéros du nouvel Express atteint 265 000 exemplaires. Deux ans plus tard, la diffusion

passa le cap des 300 000 et les annonceurs se bousculent aux portes.

La décision de Jean-Jacques ne convenait pas à tout le monde. Certains de ses journalistes, et non des moindres, n'entendaient pas prêter leur concours à une opération de marketing. C'était le cas de Jean Daniel, K.S. Karol, Michel Bosquet et quelques autres. Cette petite équipe de journalistes réputés pouvait compter sur le financement d'un ami chef d'entreprise, Claude Perdriel. Or, au même moment, Gilles Martinet, directeur de France-Observateur, connaissait des difficultés croissantes : brouille politique avec Claude Bourdet en 1963, effritement régulier des ventes. Un temps, Martinet avait cru pouvoir tabler sur l'arrivée de Françoise Giroud, qui se fondait à France-Sol, après avoir quitté, pour raison privée, cet Express au succès duquel elle avait tant contribué. En fait, selon Martinet qui le raconte dans ses Mémoires, il s'agissait d'un habile détournement et d'une redoutable

rumeur bientôt à même de provoquer un « retour triomphal » dans l'hebdo regretté. Finalement, Jean Daniel et ses amis, Gilles Martinet et les siens, trouvèrent un accord : une augmentation du capital laissait 30 % des actions à l'ancienne équipe, 30 % à Claude Perdriel, 8 % au groupe de Jean Daniel, tandis que les 32 % restants étaient assurés par les souscriptions des amis et lecteurs du journal. Jean Daniel, nommé directeur de la rédaction, allait devenir le véritable patron du Nouvel Observateur, dont le premier numéro brilla aux kiosques le 19 novembre 1964. Refusant la « dépolitisation », résolu à préparer l'« après-gaulle », les dirigeants du nouvel hebdomadaire entendaient faire le grand « carrefour » des hommes et des idées de gauche, — bientôt un must pour les esprits ornés. L'entregent de Jean Daniel, son absence de sectarisme et son capital social lui permirent dès le premier numéro de publier simultanément Sartre et Mendès France : deux noms sym-

boliques mais difficiles à appairer, le héraut de la radicalité révolutionnaire et le champion éponyme de la gauche « moderne ». Joli coup pour un début.

Cependant, le texte de Sartre révélait un nouvel état d'esprit chez les intellectuels de gauche : « Il y a tout de même en France une diminution de l'urgence du besoin, et l'on pouvait penser qu'elle entraînerait une dépolitisation des travailleurs. Au contraire, la lutte est en train de prendre une dimension nouvelle, plus vraie, plus humaine, dans la mesure où l'on commence à se battre pour un contrôle réel de l'entreprise par ceux qui y travaillent. On ne lutte plus seulement pour une augmentation de salaires, mais pour un pouvoir ouvrier sur la gestion. »

C'était l'année même où, en son congrès, la CFTC s'était rebaptisée CFTD. Les nouveaux thèmes et les nouveaux appareils de la gauche se mettaient en place.

MICHEL WINOCK.

M. WALDECK ROCHET DEMANDE LA NATIONALISATION DES ÉCOLES PRIVÉES ENTRETIENNES SUR DES FONDS PUBLICS

M. Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, inaugure, dimanche le groupe scolaire de La Courneuve, à Paris, et déclare :

« Lorsque nous réclamons des moyens de crédits pour l'école, le logement, la santé publique, le gouvernement actuel refuse en nous disant qu'il n'est pas possible de tout faire à la fois, qu'il faut savoir choisir ! C'est vrai qu'il faut savoir choisir, mais ce que nous reprochons à ce gouvernement, c'est précisément d'avoir mal choisi lorsqu'il a décidé d'accorder la priorité à la force de frappe atomique plutôt qu'à l'enseignement et au logement. Il est inadmissible que les crédits militaires soient le double de ceux de l'éducation nationale. »

M. Waldeck Rochet a également demandé la généralisation de la laïcité dans le cadre de la nationalisation de tous les établissements entretenus sur des fonds publics. A ce sujet, il a déclaré : « L'école laïque c'est en effet l'école dans le cadre de la nationalisation de tous les établissements entretenus sur des fonds publics. A ce sujet, il a déclaré : « L'école laïque c'est en effet l'école dans le cadre de la nationalisation de tous les établissements entretenus sur des fonds publics. A ce sujet, il a déclaré : « L'école laïque c'est en effet l'école dans le cadre de la nationalisation de tous les établissements entretenus sur des fonds publics. »

(15 septembre 1964.)

Dans le Monde daté 3-4 mars 1963

Une polémique entre MM. François Mauriac et Jean-Jacques Servan-Schreiber

Sous le titre : « Faut-il tuer de Gaulle ? », M. Jean-Jacques Servan-Schreiber écrivait le 21 février dans l'Express :

« L'assassinat politique est une monstruosité indéfendable... Accepter qu'on se débarrasse de de Gaulle en le tuant serait, pour tout homme épris de démocratie et de progrès, une régression effroyable, qui plongerait sans doute plusieurs générations de Français dans l'abaissement civique. Un démocrate, un homme de gauche, ne peut que condamner sans aucune équivoque, sans aucune nuance, et avec passion, les colonels assassins et leurs complices. Cela doit être clairement dit, sans réserve, et une fois pour toutes. »

« Il faut constater que si la vie publique dans notre pays se réduit maintenant à des complots successifs, et presque permanents, la responsabilité suprême en incombe au régime et à son chef. La démocratie, avec tous ses inconvénients, ses difficultés, ses lenteurs et ses faiblesses, a introduit en matière de civilisation un progrès capital : le recours à des formes légales pour modifier la politique d'une nation (...). »

« Mais, en supprimant la démocratie, on sème dans les esprits — serait-ce seulement dans quelques milliers — la tentation de la violence. D'où les complots passés, présents et futurs. »

« Un tel régime est condamnable et forcément condamné. La France industrielle et moderne ne supportera pas d'être politiquement l'État. C'est incompatible, intenable. De Gaulle lui-même s'y tendra pas. Tel accident politique, tel blocage économique, tel événement imprévu, démontrera tout à coup l'absurdité et l'anachronisme de cette situation, et le guide devra rentrer chez lui. »

« Pourvu, pourvu qu'il soit encore vivant ! C'est notre seule requête à ses policiers, au ciel et à lui — dans l'ordre. Car il le sait bien, ce génie canaille, que son assassinat serait son apothéose. »

M. François Mauriac, qui avait collaboré à l'Express de 1954 à avril 1961, relève cet article dans son dernier « Bloc-Notes » du Figaro littéraire. Il écrit :

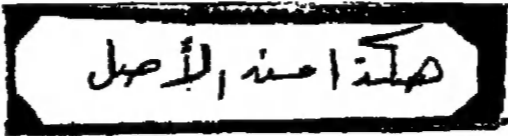
« Faut-il tuer de Gaulle ? ». Si l'article occupe la dernière page, le titre s'étale à la une et raccroche... »

« La haine qui se tord en point d'interrogation à la première page de l'Express pose une question, et il faut se garder d'y répondre trop vite. Une première raison éclate aux regards : que de carrières interrompues eussent repris leur cours si l'attentat du Petit-Clamart avait réussi ! Mais, surtout, de Gaulle a fermé la porte au nez de jeunes ambitieux qui, lorsqu'ils se regardent dans la glace, se disent qu'ils ont pourtant la gueule de Kennedy. Pour peu qu'une famille opulente, comme est celle du président démocrate, les porte et les fournisse de capitaux et de journaux, pourquoi n'auraient-ils pas le même destin ? »

« Pourquoi notre Kennedillon resterait-il sur sa jambe ? Il y restera, je l'en assure. Si loin qu'il ait toujours vécu du peuple, il l'a pourtant approché d'assez près durant la dernière campagne électorale pour mesurer les abîmes qui l'en séparent. »

« De Gaulle était seul d'une trempe à l'épreuve de tous les attentats ; ce qui n'échappa pas à son insulteur de l'Express : tout de même, il donne du génie au chef de l'État ; et l'épithète de « canaille » ne change rien à la valeur de cet être ; elle le renforce au contraire : le témoignage de la haine est plus convaincant que celui de l'amour. Ce n'est pas le don le moins étrange de de Gaulle que son pouvoir, simplement parce qu'il est là, d'obliger les personnages consulaires qui s'agitent à la surface à s'ouvrir devant nous ; et nous les voyons tout à coup tels qu'en eux-mêmes de Gaulle les a changés. »

Demain : L'homme n'est plus dans l'homme



12 — Essai : Force et faiblesse de l'Etat-Providence

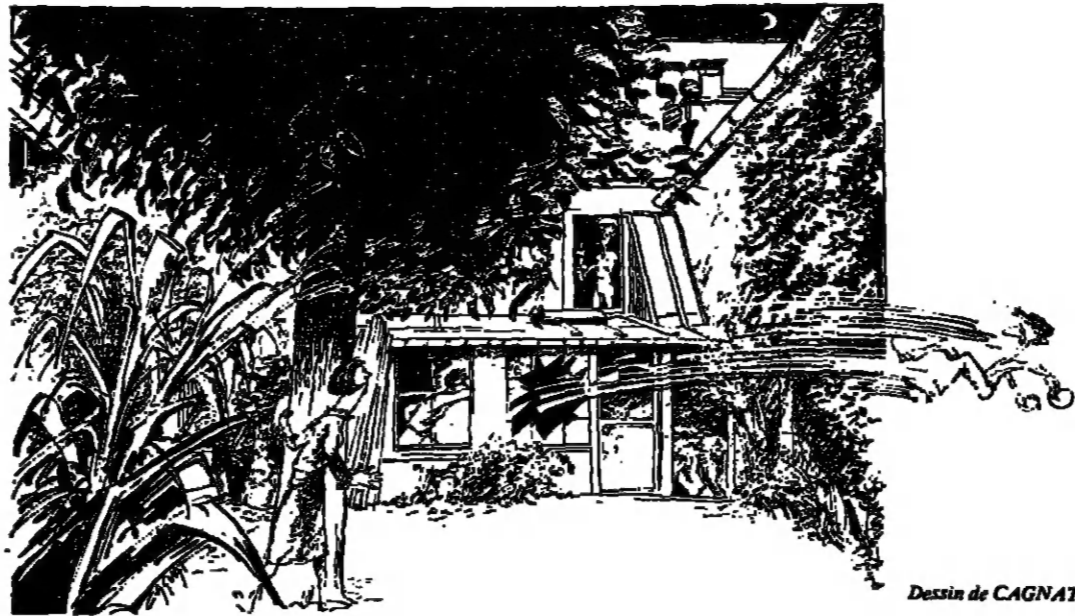


eau neuve

Le Monde DES LIVRES

Hemingway and Co. : le Paris de la génération perdue

Des Américains à Paris entre les deux guerres... Un Américain de Paris, John Taylor, se promène sur leurs traces, dans la ville des années 30.



Dessin de CAGNAT.

GERTRUDE STEIN avait des ennus d'allumage avec sa vieille Ford. Il se trouva que le mécanicien qui fut chargé de la réparation était particulièrement incompétent. Elle se plaignit aussitôt auprès du patron, lequel réprimanda ainsi le jeune homme : « Vous êtes une génération perdue. » A Hemingway, venu au 27, rue de Fleurus lui rendre visite, Stein rapporta l'incident : « C'est comme vous tous. Vous, les jeunes qui avez servi à la guerre. Vous êtes une génération perdue. Vous ne respectez rien. » Le terme était né, qui allait désigner toute la génération des écrivains américains venus s'installer à Paris après la première guerre mondiale.

Leçons de boxe

C'est aussi là qu' Ezra Pound, au cours d'une discussion très vive, tomba du petit fauteuil préféré de Stein, ce qui lui valut l'hostilité tenace de la propriétaire. Elle trouvait que Pound n'était pas « amusant », comme elle l'écrivit dans son Autobiographie d'Alice Toklas. « C'était celui qui dans un village sait tout expliquer, ce qui est merveilleux si vous êtes un village, mais sinon, non (!). » Aujourd'hui, quand nos plus proches amis vivent aux quatre coins de Paris, il est étonnant de

constater que les écrivains de la génération perdue habitaient tout près les uns des autres. A cinq minutes à pied de chez Stein, au 70 bis, rue Notre-Dame-des-Champs, Pound loua une sorte d'appentis aménagé, situé dans une cour dont les statues éparpillées çà et là dans une végétation envahissante donnaient la même impression de fouillis — que les Cantos eux-mêmes, d'ailleurs écrits en partie dans ce décor. « Oui, je l'ai connu », m'expliqua la dame sur laquelle je tombai alors que je cherchais à savoir quel appartement fut celui de Pound. « Et un soir — je devais avoir dix-huit ans — je l'ai vu tout nu, une chandelle à la main, là-haut devant cette fenêtre ! » Elle désigna le réduit juste au-dessus du logement de Pound, la petite chambre qu'il proposait à ses amis. (Le poète William

Carlos Williams, arrivant à Paris en 1924, lui préféra cependant l'Hôtel Lutétia.) C'est un rez-de-chaussée que Pound corrigea les manuscrits de Hemingway, en échange de quelques leçons de boxe. C'est là que Pound écrivit considérablement la Terre désolée, que T.S. Eliot était venu lui apporter, et que le poème prit sa forme définitive. A partir de 1924, Hemingway habita lui aussi rue Notre-Dame-des-Champs, un peu plus haut, au n° 113. La boulangerie dans laquelle il achetait son pain est toujours là, au n° 110, et l'on peut y entrer par derrière, tout comme il faisait lui-même (l'entrée principale se trouve au 151 bis du boulevard Montparnasse). JOHN TAYLOR. (Lire la suite page 11.)

Voyage à travers le mal absolu

Le premier roman traduit de Iouri Mamleiev, Grand-Guignol métaphysique qui offre « l'esotérisme russe » à la sauce vodka.

UN chatoun (chatouny au pluriel) est un ours qui, coupé des siens et ne trouvant pas le sommeil de l'hibernation, rôde dans les forêts en hurlant et en menaçant ceux qu'il rencontre... Les personnages du premier roman traduit en français de Iouri Mamleiev sont, à leur manière, des bêtes plus sauvages encore, dont le furieux désir de meurtre est un moyen de pénétrer l'au-delà, quitte à se perdre au royaume de Satan, où l'auteur nous entraîne à la suite du chatoun en chef, Fiodor Sonov.

Fiodor est-il un assassin métaphysique ou un raide fou dans cette maison où se retrouve une collection impressionnante de pervers et de dingés : Claudia, sa sœur, qui satisfait ses pulsions sexuelles avec des oiseaux vivants qu'elle sert ensuite en rôtis ; Lydia, la voisine nymphomane, et son mari, Pacha, qui, par haine de la vie, a pris l'habitude de défoncer la fontanelle des fœtus dans le ventre de leur mère ; Péta, le simple d'esprit couvert de pustules et de furoncles, qui se défie à tel point du monde extérieur qu'il refuse toute nourriture et choisit de se dévorer jusqu'à en mourir ; celui qui s'est châtré lui-même et qui exhibe son « rien » lisse à la place de son sexe ; quelques sadiques qui tuent ce qui passe à leur portée ; un vieillard pieux qui se transforme en poule caquetante et niche dans les arbres avant de disparaître ?... Tant d'images insoutenables dignes de Jeronimus Bosch, un « jardin des délices » aux couleurs boueuses d'un dédale d'ignorance et de fanatisme.

Au début, on ne se méfie pas, on ne surveille pas vraiment l'itinéraire : un omnibus qui roule dans les environs de Moscou, une vieille paysanne qui rapporte de la capitale un sac de pommes de terre (mais pourquoi, diable, se met-elle à défequer dedans ?), un jeune homme qui machonne un oignon, des banlieusards brutés et, face à eux, un homme bizarre « dont l'étrange visage semblait retiré en lui-même, figé dans une concentration stupide ». C'est Fiodor.

On se croit en plein réalisme quand, soudain, dans un taillis, Fiodor, que nous avons suivi, enfonce dans le ventre d'un homme inconnu un énorme couteau, « de ceux qui servent d'ordinaire à égorger le gros bétail ». Acte gratuit ? Pas du tout. Première étape, plutôt, vers un monde de mystères et de ténés peuplé de monstres, de sadiques et d'obsédés ; voyage à travers le mal absolu, où le romancier nous guide, se complait à nous guider.

Qui est-il, ce Mamleiev qui ne devrait pas rester un inconnu ? Né à Moscou en 1931, diplômé de sylviculture, Iouri Mamleiev a émigré en 1975. D'abord aux Etats-Unis, où il enseigna la littérature russe à la Cornell University et publia en 1980 son premier recueil de nouvelles traduites en anglais, The Sky Above Hell, puis à Paris, où il vit depuis 1983 parce que, selon lui, le « climat spirituel » lui convient mieux ; il enseigne la littérature russe à l'école des langues orientales.

Un monde stupide et dégénéré

Il est, paraît-il, l'auteur d'une œuvre importante (deux romans, une centaine de nouvelles, un recueil de poèmes) jamais publiés en URSS, qui s'attache à l'observation d'une société engendrée par des décennies de désert spirituel et se réfugie dans le marginalisme des sectes mystiques ou ésotériques. Son père, qui était psychologue, avait publié dans les années 20 Freudisme et religion, avant de finir ses jours dans un camp.

Comment préserver son idéal dans un monde stupide et dégénéré ? se demande le romancier à sa manière. La manière forte. Fantastique, cocasse, horripilante, d'une lecture souvent insupportable, insoutenable. Un Grand-Guignol métaphysique, mélange de sublime et de trivial, qui cuisine l'amour universel et « l'esotérisme russe à la sauce vodka ».

Envoyer au ciel l'âme des nouveau-nés

Mamleiev se réclame du diable, à l'exemple des symbolistes, d'un Fedor Sologoub, par exemple — l'auteur du Démon mesquin — ou même d'un Gogol. Il se veut dans la lignée de ces Russes des sectes pour qui le vers le mal absolu, où le romancier nous guide, se complait à nous guider.

Qui est-il, ce Mamleiev qui ne devrait pas rester un inconnu ? Né à Moscou en 1931, diplômé de sylviculture, Iouri Mamleiev a émigré en 1975. D'abord aux Etats-Unis, où il enseigna la littérature russe à la Cornell University et publia en 1980 son premier recueil de nouvelles traduites en anglais, The Sky Above Hell, puis à Paris, où il vit depuis 1983 parce que, selon lui, le « climat spirituel » lui convient mieux ; il enseigne la littérature russe à l'école des langues orientales.

Un monde stupide et dégénéré. Il est, paraît-il, l'auteur d'une œuvre importante (deux romans, une centaine de nouvelles, un recueil de poèmes) jamais publiés en URSS, qui s'attache à l'observation d'une société engendrée par des décennies de désert spirituel et se réfugie dans le marginalisme des sectes mystiques ou ésotériques. Son père, qui était psychologue, avait publié dans les années 20 Freudisme et religion, avant de finir ses jours dans un camp.

Comment préserver son idéal dans un monde stupide et dégénéré ? se demande le romancier à sa manière. La manière forte. Fantastique, cocasse, horripilante, d'une lecture souvent insupportable, insoutenable. Un Grand-Guignol métaphysique, mélange de sublime et de trivial, qui cuisine l'amour universel et « l'esotérisme russe à la sauce vodka ».

NICOLE ZAND.

★ CHATOUNY, de Iouri Mamleiev. Traduit du russe par Pierre Grazimis et Anne Coldefy-Paucard. Laffont, 200 p., 90 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Rédition du « Grand Meaulnes », poèmes, lettres Alain-Fournier ou l'expiation préalable

ALAIN-FOURNIER aurait cent ans. Encore un ! Ce que cette fin de siècle, l'autre, aura donné d'écrivains d'importance, c'est prodigieux ; et intrigant. Y a-t-il une raison historique, une raison d'environnement, à ces brusques poussées de séve littéraire ? La nature pressent-elle qu'il y a du carnage dans l'air et que, par conséquent, il faut calculer large ?

Pour l'occasion, Fayard réédite le Grand Meaulnes. Je croyais me souvenir de ce classique des classiques. C'est l'ennui avec les lectures inévitables de l'adolescence : on se rappelle ce qui se disait plus que ses impressions. Il y avait les fervents, amoureux d'Augustin, d'Yvonne, des fêtes évanescences dans les brumes solognotes. Il y avait les tièdes, pour qui tout cela sentait trop le rêve mièvre et la dictée.

J'ai mené l'enquête. Presque tous les interrogés ont en tête l'arrivée de Meaulnes à l'école, au début, le crâne ras, la blouse ample, le lourd ceinturon, l'air venu d'ailleurs. C'est toujours très frappant, les entrées en classe, dans les vieux romans ! Rappelez-vous l'irruption de Charles Bovary et de sa casquette. Un rien fait mystère, à ces âges-là. Et l'amour ressemble à l'envie de suivre la brute du préau, ou de protéger le petit.

Augustin cumule les deux charmes, de l'aventurier intrépide et du frère rêveur. Seurel, le narrateur, en est fou ; au point d'oublier d'aimer pour son compte. J'avais gardé la sensation que c'était une jeune fille qui tenait la plume. J'ai retrouvé cette impression d'un « je » diminué par sa coxalgie et son genou fragile, tout entier attaché à la personne d'Augustin, ébloui par lui seul, brillant de le rejoindre, et redoutant ce trouble désir...

LITTÉRAIREMENT, l'exclusion transie est une position féconde pour raconter, surtout s'il s'agit d'un conte où le réel se dérobe. Ne pas « en être » : c'est même la seule façon de porter à leur plus haute étrangeté les bals d'enfants, les feux de bohémien. Rimbaud éprouvait la même chose dans les Illuminations, devant ces petits êtres à pourpoint, poussant charrette.

Tout l'art du conte fantastique est de nous faire guetter les cohérences cachées et les signes que les gens du rêve vont

abandonner, peut-être, de ce côté-ci de la frontière. Le lecteur collectionne les indices, ramasse les bouts de lincoln des fantômes accrochés aux branches, reconstruit les plans des domaines entrevus. Il interroge le brouillard : ce qui pourrait être une définition heureuse de toute lecture.

Il n'y a pas de mirage sans moralité. L'au-delà des textes fantastiques, comme tout au-delà, à la caprice suffisant. Dans le Grand Meaulnes, amour rime avec faute. Il faut beaucoup « réparer ». Le vingtième siècle a hérité cette manie du précédent, jusqu'à nos années 60. On n'a rien sans rien. Le bonheur fou des premiers émois doit se payer. Obstacle en or : la fidélité chevaleresque à l'impossible ou, c'est tout un, à l'impossible, Augustin et Yvonne, puisqu'ils s'aiment, se fuiront. Ainsi le veulent nos larmes adolescentes.

L'IDÉE de perfection et de sacrifice triomphe, en cette avant-guerre-là. Ça tombe bien : les États vont en avoir l'usage. Ils faucheront du pur soldat, comme s'il en pleuvait. L'expiation préalable fait le moral des armées. En 40, des états-majors déconfits referont à la jeunesse le coup de la contrition et de la contention qui élèvent l'âme. Pareil langage n'est jamais tenu en vain.

« Ce qui me plaît en vous, ce sont mes souvenirs », lit-on à la fin du Grand Meaulnes. C'est vrai des livres. Ce qui nous plaît en eux, c'est ce que nous y avons mis. Le roman de Fournier s'est inscrit dans le cadre ovale de nos mémoires plus ou moins vieillottes. Il s'y ajoute, avec le recul, le poids de ce qui a suivi. Meaulnes, c'est aussi le roman unique de qui va perdre, à vingt-huit ans, une vie que l'histoire lui prend en lui faisant croire qu'il la donne.

La perspective d'avoir à mourir jeune entretient le romantisme. Chaque avant-guerre, il reprend du poil. La mort routière remplit le même office ; moins sûrement, mais elle le remplit. Ce n'est pas parce que Nimier et Huguenin sont effectivement morts au volant que l'idée nous vient : chacune de leurs phrases, relisez-les, se détache sur la conviction de ne pas s'éterniser ici-bas.

(Lire la suite page 12.)

ncolis MAURIBAC Schreiber

LA VIE LITTÉRAIRE

EN POCHE

● Spécialiste de Zola, Henri Mitterrand propose dans sa préface à la réédition du Réve...

● Jean Hamburger a publié sa première œuvre romanesque, le Journal d'Harvey...

● Toujours en « Folio », la réédition de Man on the Moon (n° 1746) de Roald Dahl...

● Charles Bukowski, dit « Buk », le poivrot, invité mémorable d'Apocryphes en 1978...

● Dans la collection Biblio-essais, au Livre de poche, vient de paraître le Jeu des possibles...

● Dans la même collection, sous le titre le Tyrannie de l'imprimé...

● « Incrédule, je lis et relis ce texte exsangue et nu. Une force étrange le traverse... »

● Toujours au Livre de poche, dans la série « Théâtre », avec des présentations et des annotations...

● Une nouvelle collection de « Références » chez Larousse. Premier titre : les Grandes Dates de l'histoire de France...

Surréalisme

à Bonn

Au colloque sur le surréalisme, tenu les 10 et 11 juillet à l'Institut français de Bonn...

L'analyse historique s'est attachée à déterminer les difficultés qu'ont rencontrées les dissidents du surréalisme...

Cela accompagné d'une exposition de dessins, aquarelles et huiles de Robert Desnos...

L'à-peu-près à Urbino

Les Leçons d'à-peu-près du mathématicien G. Th. Guillaud ont été le prétexte à un colloque...

Mathématiciens, linguistes, historiens des sciences, sémioticiens, philosophes ont débattu aussi bien du flou dans le langage...

Au hasard des interventions dans la salle Renaissance de la bibliothèque, citons : « Du faux dans l'art »...

L'unité de ce séminaire pluridisciplinaire a été tenue avec humour par G. Th. Guillaud...

★ LEÇONS D'A-PEU-PRÈS, de G. Th. Guillaud. Ch. Bourgois, 90 F.



Des livres en bande

Le livre sonore tend à perdre son caractère de production marginale. Si la demande du public reste encore incertaine...

Jean Montalbetti, journaliste, éditeur et producteur d'émissions radiophoniques...

Après les Editions des Femmes et plusieurs autres maisons plus modestes...

★ LEÇONS D'A-PEU-PRÈS, de G. Th. Guillaud. Ch. Bourgois, 90 F.

Marseille :

ville-énigme

L'air en gros y est un peu sodé-rat, mais Marseille est bien jolii, écrivait en 1673 Mme de Sévigné...

Tahar Ben Jelloun et Thierry Ibert, eux, ne se sont pas embarassés du tout de légendes...

★ MARSILLE, Photographies d'Alfred Wolf. Éd. Jeanne Laffitte, Marseille, 200 p., 350 F.

Tout est pauvre dans ce [paysage].

Tout est lassitude dans ce [visage].

Tout a renoncé dans ce corps [étendu].

vient dire l'écrivain marocain, qui est un connaisseur sinon un amateur de cette « ville-énigme »...

C'est une ombre épaisse et sans [fata].

Où l'étranger exilie l'étranger.

Telle est la terrible réalité que seul peut oser dire le poète. Deux livres antithétiques, sauf que, chacun, à sa manière, ils nous empoignent et ne nous lâchent plus.

C'est encore l'éditrice marseillaise, Jeanne Laffitte, qui nous donne « son » Guide de Marseille. Un fort volume où la ville compliquée et cachottière apparaît soudain « expliquée »...

★ MARSILLE, Photographies d'Alfred Wolf. Éd. Jeanne Laffitte, Marseille, 200 p., 350 F.

★ MARSILLE, COMME UN MATIN D'INSOMNIE. Photographies de Tahar Ben Jelloun. Éd. Le Temps parallèle, Marseille, 100 p., 110 F.

★ GUIDE DE MARSILLE. Éd. Jeanne Laffitte, 525 p., 125 F.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMANS

Les déclinaisons de Sollers

Le premier volume de Paradis (1), que Philippe Sollers a publié en 1981, s'achevait - se suspendait plutôt - sur le mot « soleil ».

La perplexité vient d'ailleurs. On est, face à ce texte, dans une situation inverse de celle de l'enquêteur de la Lettre volée...

Rien de moins « allusif » pourtant que ces séquences dont Sollers lui-même décrit, sur un mode provocateur, le contenu : « Qui est-ce qu'il raconte au fait là-dedans d'après vous sinon le contraire de ce que nous aimons croire... »

Sur le vide de la page, une chute atomique de mots que des contiguïtés ou des assonances fortuites constitueraient en combinaisons éphémères...

des exceptions s'ouvre sur une « méditation » du philosophe latin, et il y a plus qu'un clin d'œil dans le moindre mot...

Au travers des romans, essais et de ces deux Paradis, Philippe Sollers use de trois tactiques pour une stratégie unique...

« Ailleurs », en latin, cela se dit « aliibi »...

★ PARADIS II, de Philippe Sollers. Gallimard, 115 p., 55 F.

(1) Paradis, Le Seuil, 1981.

(2) Femmes, Portraits d'un joueur et Théorie des exceptions, tous chez Gallimard.

Pour nostalgiques du polar

« Cigarettes et whisky et p'tites pépées », voilà qui pourrait, en partie, poser l'atmosphère du premier roman, film, ou intrigue de Sophie Edelman...

Car, dans ce roman d'ambiance façon « Contesse aux pieds nus » se noue une intrigue policière, sentimentale, sur le ton gouailleux du roman américain des années 50...

★ DESTIN D'UNE CHANTEUSE DE BLUES, de Sophie Edelman, Seuil, 122 p., 59 F.

HISTOIRE

Les faux pas de Dionysos

Dionysos est gâté : après le livre de Marie Daraki, en voici un nouveau sur le « dieu qui fait délirer »...

De lecture aisée, cet essai est plein de mouvement - il le fallait pour décrire « celui qui vient »...

★ ACTION POÉTIQUE, n° 104. Ed. 1986, 60 F.

Des Gauloises, prêtresses de « Dionysos » et vivant dans une île en avant de l'estuaire de la Loire...

Certes, l'épisode est rapporté par un voyageur-géographe grec, Posidonios, recopié par un autre voyageur-géographe grec, Strabon...

★ DIONYSOS A CIEL OUVERT, de Marcel Detienne, Hachette, « Textes du vingtième siècle », 122 p., 48 F.

Pound : les deux

Cantos « censurés »

Dans le dernier numéro de la revue Action poétique, Henri Deluy nous donne à lire les deux Cantos non publiés d'Ezra Pound...

En présence de ces textes censurés par les héritiers, on constate que Pound, qui n'a jamais caché sa pensée, ne dit là rien de plus...

★ ACTION POÉTIQUE, n° 104. Ed. 1986, 60 F.

(Ce cahier comporte également un important dossier consacré au poète portugais Fernando Pessoa, dont l'œuvre complète doit paraître prochainement chez Christian Bourgois.)

★ ACTION POÉTIQUE, n° 104. Ed. 1986, 60 F.

(Ce cahier comporte également un important dossier consacré au poète portugais Fernando Pessoa, dont l'œuvre complète doit paraître prochainement chez Christian Bourgois.)

EN BREF

● Le prix international Eugenio Montale contemporain a été attribué à Philippe Resard et Bernard Simeone...

● « Envoyer un message aux extra terrestres » : tel est le thème du concours organisé par la Cité des sciences...

Des livres en bande

Le livre sonore tend à perdre son caractère de production marginale. Si la demande du public reste encore incertaine...

Jean Montalbetti, journaliste, éditeur et producteur d'émissions radiophoniques...

Après les Editions des Femmes et plusieurs autres maisons plus modestes...

★ LEÇONS D'A-PEU-PRÈS, de G. Th. Guillaud. Ch. Bourgois, 90 F.

Marseille :

ville-énigme

L'air en gros y est un peu sodé-rat, mais Marseille est bien jolii, écrivait en 1673 Mme de Sévigné...

Tahar Ben Jelloun et Thierry Ibert, eux, ne se sont pas embarassés du tout de légendes...

★ MARSILLE, Photographies d'Alfred Wolf. Éd. Jeanne Laffitte, Marseille, 200 p., 350 F.

Tout est pauvre dans ce [paysage].

Tout est lassitude dans ce [visage].

Tout a renoncé dans ce corps [étendu].

vient dire l'écrivain marocain, qui est un connaisseur sinon un amateur de cette « ville-énigme »...

C'est une ombre épaisse et sans [fata].

Où l'étranger exilie l'étranger.

Telle est la terrible réalité que seul peut oser dire le poète. Deux livres antithétiques, sauf que, chacun, à sa manière, ils nous empoignent et ne nous lâchent plus.

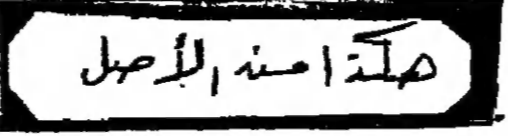
C'est encore l'éditrice marseillaise, Jeanne Laffitte, qui nous donne « son » Guide de Marseille. Un fort volume où la ville compliquée et cachottière apparaît soudain « expliquée »...

★ MARSILLE, Photographies d'Alfred Wolf. Éd. Jeanne Laffitte, Marseille, 200 p., 350 F.

★ MARSILLE, COMME UN MATIN D'INSOMNIE. Photographies de Tahar Ben Jelloun. Éd. Le Temps parallèle, Marseille, 100 p., 110 F.

★ GUIDE DE MARSILLE. Éd. Jeanne Laffitte, 525 p., 125 F.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES



La démocratie... D... Texte fragmenté et difficile à lire.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Hemingway and Co.

(Suite de la page 9.)

Quelque chose me dit que Hemingway aimait les religieuses, et celles que l'on confectonne dans cette boulangerie sont d'ailleurs excellentes. Dans *Paris est une fête*, Hemingway, gourmand notoire, mentionne plusieurs délices de Paris, introuvables aux États-Unis, en tout cas au Middle-West, région natale d'un nombre étonnamment élevé de ces expatriés. Il aimait les huîtres, les endives et surtout les mandarines. Les mandarines représentaient encore pour l'Américain d'aujourd'hui l'un des plaisirs de la France.

Pintôt que de remonter le boulevard du Montparnasse en direction du boulevard Raspail pour rejoindre les grands cafés littéraires de l'époque, la Coupole, le Silex, le Dôme ou la Rotonde, Hemingway préférait s'en aller du côté opposé, vers Port-Royal, et gagner la Closerie des Lilas, où il retrouvait F. Scott Fitzgerald ou John Dos Passos et où il pouvait travailler dans le calme. C'était surtout le Dôme que fréquentait les écrivains américains, qu'ils fussent jeunes et en attente de leur première publication, qu'ils fussent des écrivains ratés ou bien des auteurs à succès tel Sinclair Lewis, qui venait s'y pavaner en annonçant à tous qu'il écrivait comme Flaubert.

Outre ses attraits culturels, Paris offrait aux Américains l'alcool en abondance : la prohibition aux États-Unis dura de 1919 à 1933. De plus, les mœurs parisiennes étaient

très libres, comparativement à celles que connaissent les États-Unis et surtout le Middle-West. Les écrivains américains vivaient cependant en marge de la société française, ne fréquentant que le milieu artistique, et leurs œuvres ne donnaient que rarement une image fidèle de la vie française de l'époque. Leur propre vie d'expatrié était leur sujet de prédilection : ils se retrouvent souvent dans les romans de leurs amis ou de leurs ennemis sous les traits de tel ou tel personnage. Les Parisiens n'y sont que des figurants, pour la touche folklorique.

Parmi ces écrivains, il en est un qui fait exception à ce stéréotype : Henry Miller, qui s'installa à Paris en 1930. Le Paris de Miller s'étend bien au-delà du territoire privilégié de Hemingway and Co. D'une curiosité insatiable, Miller, qui se débattait pour survivre, explorait aussi bien Clichy que la place d'Italie, aussi bien la rue Mademoiselle dans le quinzième arrondissement (où il trouva une « madone des sandwiches ») que la cité Nottier dans le dix-neuvième (« la chose la plus bizarre que j'aie découverte », écrit-il), aussi bien la villa Malakoff dans le seizième que les banlieues ouvrières. Et il allait bien loin de Paris, à Louveciennes, pour rendre visite à Anaïs Nin.

Quand Miller s'installa à Paris, le dollar s'échangeait au cours de 22 pour 1, et pendant les années 20 les cours furent toujours favorables aux Américains. Il était ainsi moins dis-

pendieux pour la famille de l'écrivain de l'entretenir à Paris plutôt qu'à New-York. Quand l'argent manquait, c'est-à-dire quand on passait rue Scribe pour rentrer à l'American Express son mandat qui n'était toujours pas là — les expatriés s'y rencontraient souvent, plus fréquemment même qu'au Dôme, — il arrivait que l'écrivain sautât un repas au jardin du Luxembourg, loin des odeurs alléchantes des pâtisseries et restaurants avoisinants.

Apprentis jénieurs

Ainsi fit Miller. Hemingway prétendit avoir trafiqué avec sa fronde des pigeons au Luxembourg et les avoir rapportés chez lui sous le manteau. Dans *Paris est une fête*, il proposa aux apprentis jénieurs un itinéraire qui permettait — et permet encore — d'aller du Luxembourg via la rue Férou au 12, rue de l'Odéon, l'adresse de la librairie Shakespeare and Co. à l'époque, en évitant les épiceries du quartier.

De la vie des expatriés américains à Paris, il reste peu de vestiges qui émeuvent. D'entre tous, c'est la petite chambre dans laquelle Hemingway travailla en 1922, située au dernier étage de l'hôtel où mourut Verlaine, au 39, rue Descartes (5^e), que je préfère. On peut toujours monter les sept étages ; peu de choses semblent avoir changé ; il y a sur chaque palier des toilettes à la turque ; les marches sont dangereusement branlantes, grincent et

s'infléchissent autant qu'elles durent le faire quand Hemingway, qui n'était ni petit ni mince, les gravissait chaque matin. L'ascension par l'escalier étroit se termine brutalement : on accède au dernier palier, avec son unique porte, celle de Hemingway.

Son appartement à l'époque était non loin de là, au 74, rue Cardinal-Lemoine, à côté de la place de la Contrescarpe qu'il décrit dans *Les Neiges du Kilimandjaro* et *Le soleil se lève aussi*. À gauche de l'entrée du bâtiment, il y avait un bal musette, aujourd'hui Le Rayon vert, une discothèque. À droite, l'un des emplacements proposés pour le Café des amateurs, ce café « triste et mal tenu, où les ivrognes du quartier s'agghaient ». « Mais non, pas ici ! » s'exclama la propriétaire de l'herboristerie qui s'y trouve aujourd'hui. « Il voulait dire la cave en face, où nous tirions le vin au sonnet. Un jour j'ai vu Hemingway, une bouteille de gros rouge dans chaque main, en boire une d'un trait ! » Aujourd'hui, un peu plus bas dans la rue Mouffetard, dont l'animation enchantait Hemingway, se trouve un petit café, rendez-vous des clochards, qui correspond exactement au café décrit dans *Paris est une fête*.

Certains expatriés habitaient rive droite, bien que l'activité littéraire se concentrait autour du Dôme, rive gauche. Au 2, avenue Montaigne, près du pont de l'Alma, vivait Sinclair Lewis. Zéda et Scott Fitzge-



Dessin de CAGNAT.

raid s'étaient établis à côté de l'Arc de triomphe, au 14, rue de Tilsit, dans un appartement que Hemingway qualifia de « lugubre et mal aéré » et dont le mobilier — une imitation du style Louis XVI — provenait des Galeries Lafayette. Ils revinrent à Paris quelques années plus tard et s'installèrent, cette fois dans le seizième, au 10, rue Pergolèse. Quand on se rappelle la vie des Fitzgerald à l'époque — la schizophrénie de Zéda, la déchéance de Scott, ses vains essais pour écrire chaque jour, — la hideuse façade qui se dresse là n'inspire qu'une forte envie, celle de trouver le métro le plus proche : Porte-Maillot.

de nuit qui officie à l'actuel Hemingway Bar au Ritz, il s'agirait là d'une belle exagération, Hemingway ayant pris un verre tout seul. Quoi qu'il en soit, Hemingway savourait son bonheur. Quelques jours plus tôt, dans l'avancée sur Paris, il était resté à contempler, depuis une hauteur, la ville. « J'avais la gorge bizarrement serrée », écrit-il dans son article de correspondant de guerre pour *Collier's*. « Et puis, il était temps d'essuyer mes jumelles car, là, maintenant, au-dessous de nous, grise et toujours belle, s'étendait la ville que j'aime le plus au monde ».

JOHN TAYLOR.

* John Taylor, écrivain américain, vit à Paris depuis 1977.

Libérer le Ritz.

Rive droite, il y avait aussi le Ritz, le bar du Ritz, le repaire verbal de Fitzgerald et de Hemingway, une fois établie la notoriété de ce dernier. Hemingway, en fait, prétendit toujours avoir personnellement libéré le Ritz lors des combats de rue pour la libération de Paris. Mais la version que donne Sylvia Beach, propriétaire de Shakespeare and Co. — Hemingway aurait libéré les caves du Ritz, — est sans aucun doute plus près de la vérité. Carlos Baker, biographe de Hemingway, rapporte que l'écrivain arriva au Ritz au milieu de la bataille, trouva l'hôtel presque désert, qu'il réclama une suite pour lui-même et des chambres dans le quartier pour son « armée personnelle ».

Puis il aurait commandé cinquante Martini. Au dire du barman

Pour en savoir plus

On peut lire ou consulter :

- * *Paris dans la littérature américaine*, de Jean Merlet. Ed. du CNRS, 1983.
- * *Paris est une fête, les Neiges du Kilimandjaro, Le soleil se lève aussi. En ligne*, d'Ernest Hemingway, Gallimard.
- * *Hemingway, histoire d'une vie*, de Carlos Baker. Laffont, 1971.
- * *Autobiographie d'Alice Toklas*, de Gertrude Stein. Gallimard.
- * *Toujours vil et joyeux. La vie de Henry Miller*, de Joy Martin. Buchet-Chastel, 1979.
- * *Jours tranquilles à Clichy*, de Henry Miller. 10/18.
- * *Scott Fitzgerald*, d'André La Voie. Julliard, 1979.

Villiers de L'Isle-Adam ou la fureur de l'idéal

L'édition dans « la Pléiade » de l'œuvre singulière d'un auteur mort il y aura bientôt cent ans : Villiers de L'Isle-Adam, à jamais « marginal ».

« **UN** génie ! Nous le comprimes tel. » Le fulgurant éloge de Mallarmé, qui fut, avec Huysmans, l'ami et l'exécuteur testamentaire de Villiers de L'Isle-Adam, n'a pas suffi à populariser une œuvre qui compte parmi les plus singulières de la fin du dix-neuvième siècle, ni à rendre plus familière l'insolite personnalité de son auteur. De son vivant même, l'auteur des *Contes cruels*, malgré une tardive renommée, restait au milieu intellectuel, resté un « marginal » : aristocrate cruellement désargenté menant une vie de bohème inspirée, poète épris d'absolu, idéaliste forcené, rêveur impénitent, il fut un « passant » parmi les passants, souvent réfugié dans son exil intérieur où il élaborait le seul monde apte à le séduire — celui où la pensée et l'être ne font qu'un.

« Mon âme n'est pas de ces temps amers », dit un personnage de sa première œuvre en prose, *Isis*, et lui-même confiera à la fin de sa vie : « Je me suis toujours senti seul, même à côté d'une femme aimée ou d'un ami, même dans le cercle intime, si enthousiaste et si affectueux, de ma famille ».

On célébrera dans trois ans le centenaire de la mort de Villiers de L'Isle-Adam, mais dès aujourd'hui la remarquable édition de ses *Œuvres complètes* en deux volumes dans « la Pléiade » incite à mettre le cap sur cette création étrange, spiritualiste et diaprée, pleine des fureurs, des éblouissements, des mirages d'un démiurge qui recrée le monde à la couleur de ses aspirations.

Villiers de L'Isle-Adam est né en 1838 à Saint-Brieuc, fils d'une famille d'émigrés appauvrie par la Révolution. Son père échappa au

seminaire et à tout bon sens pour chercher fortune dans le sous-sol breton, persuadé que des trésors l'attendaient dans les caves et les souterrains des manoirs en ruine. Ce caractère fantasque paternel allié au fervent mysticisme maternel va imprégner un enfant sensible et rêveur. Le romantisme à la mode transparaît dans les *Premières poésies* publiées en 1859 (dédiées au plus déshérité des poètes romantiques, Alfred de Vigny) et inspire les mélodramatiques effets de *Morgane*, un drame de jeunesse publié en 1866.

A ce climat familial si particulier vont s'ajouter bien d'autres influences. Villiers rencontre Baudelaire, lui voue une vive admiration, découvre par son entremise l'œuvre d'Edgar Poe et fait la connaissance de Wagner. Complétant sa formation intellectuelle, il étudie les théories scientifiques en vogue pour mieux les rejeter, manifeste du goût pour les sciences occultes, s'initie aux œuvres de Kant, Condillac, Schelling et surtout de Hegel qu'un de ses personnages appellera « le Nabuchodonosor de la philosophie ».

Les mardis de Mallarmé

Au fil des années, Villiers de L'Isle-Adam compose — et c'est là le premier versant de son œuvre — cette apologie de l'idéal, ces fougueuses rêveries de l'âme inscrites souvent dans une atmosphère légendaire, épique, romanesque et romantique. Quel contraste avec sa vie ! Il court les tavernes et les salles de rédaction, vêtu de hardes. Il apparaît dans le salon de Ninon de Villard, dont il a peut-être été l'amant, ou aux mardis de Mallarmé : il éblouit

par des rêveries à voix haute, récitant des livres entiers sans les écrire. Il finit sa vie avec une veuve illettrée, Marie Dantine, qui lui donnera un fils, Victor, et qu'il épousera quatre jours avant sa mort. Quelle dérision dans cette vie si avide d'idéal !

Progrès abusif

Complémentaire à cette quête d'absolu, Villiers de L'Isle-Adam va s'attaquer — et c'est là le second versant de l'œuvre — au progrès scientifique abusif dans ses conclusions morales, au positivisme humanitaire, au matérialisme et à son code de valeurs. La dédicace de *L'Ève future* nous met sur la voie : « Aux rêveurs. Aux railleurs ». Passé le temps des rêves, voici venu le temps de la raillerie. Curieux que cette *Eve future*, vision de science-fiction avant la lettre. L'auteur y fait d'Edison l'ingénieur d'une curieuse création : une femme idéale, une poupée mécanique et électrique, capable de dire — grâce à un jeu de phonographe — les plus belles choses qui parlent à l'âme. Après de curieuses figures de femmes, irréelles, initiatrices des profonds mystères cachés derrière les apparences, Villiers fustige la femme réelle et sa compromission avec la matérialité de la vie par une poupée en qui s'incarne l'idéal vainement poursuivi.

Mais c'est avec *Tribulat Bonhomet* que l'écrivain va créer l'archétype des bassesses bourgeoises, du scientisme borné. Tribulat Bonhomet, qui se vante d'avoir la physiologie de son siècle, est l'incarnation monstrueuse du rationalisme plat ; symbole de la sottise enrobée de considérations scientifiques et esprit du mal, il fouille la rétine d'une morte pour découvrir « l'infini par le trou de la serrure », étrange savamment des cygnes pour jour de leur chant d'agonie, envisage d'utiliser les séismes pour exterminer les poètes, race inutile, ou de retarder l'heure de fermeture des cafés pour abrutir le peuple et le détourner d'aspirations révolutionnaires.

L'inspiration satirique de Villiers, assortie à un sens du fantastique qui doit quelque chose à Poe, trouve peut-être sa forme la

plus accomplie dans les *Contes cruels*. L'auteur affecte l'enthousiasme pour le progrès afin de parvenir, par le jeu d'une fausse ingénuité, à des spéculations caricaturales. Cette déconcertante imagination « scientifique » est relayée par le sens du mystère, de l'effroi, du surnaturel pour créer des atmosphères morbides.

Les contemporains de Villiers de L'Isle-Adam se sont extasiés sur l'éclatante beauté de son style : un lecteur d'aujourd'hui renâclera peut-être devant certaines tournures grandiloquentes, une rhétorique parnassienne figée, des surcharges lyriques, la recherche des tournures étranges et des néologismes précieux. Ce sont des défauts propres aux symbolistes.

Ironie mordante

Il reste l'étonnant pouvoir d'évocation d'une œuvre hantée par le souci d'aller au cœur de la pensée créatrice pour y féconder des mythes étranges, des personnages interosseurs entre le réel et l'imaginaire, une ironie mordante, un goût exacerbé pour la beauté des mots, un don de l'intensité dramatique porteur d'une angoisse bien moderne. A cet égard, son grand poème dramatique en prose *Axel*, qu'il considérait lui-même comme son « grand œuvre », est une réussite. Les jeunes de son temps ne s'y trompèrent point qui revendiquèrent l'écrivain comme le suprême esprit de résistance contre le monde sans âme du matérialisme bourgeois. Jarry, Roussel, voire Kafka, sont dans le sillage de Villiers, cette sorte de prophète illuminé qui, en plein positivisme, en plein naturalisme, dénonça « toute l'ordure des idées utilitaires contemporaines, toute l'ignominie mercantile du siècle ».

PIERRE KYRIA.

* **ŒUVRES COMPLÈTES**, de Villiers de L'Isle-Adam, édition établie par Alain Raitt et Pierre-Georges Castex, avec la collaboration de Jean-Marie Bellefroid, Gallimard, « la Pléiade », 1 774 p. (tome I) et 1 792 p. (tome II) : 590 F, prix de lancement jusqu'au 31 juillet 1986 ; 680 F au-delà de cette date.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Importants éditeurs parisiens recherchent pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 48 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. 49.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Un roi pour les républicains

JUAN CARLOS

La grande biographie de Philippe Nourry

« Les Français doivent lire ce livre comme une histoire contemporaine. »
Jean-François Bonnaire/Le Figaro

« Une aventure extraordinaire, un livre admirable. »
Georges Dupeyron/Le Quotidien de Paris

« Un remarquable portrait. Juan Carlos comme il venait dîner de son... »
Jean Chénouffe/Le Canard Enchaîné

Chez votre libraire **le Centurion**

صكزامن الأصل

● SOCIÉTÉ



François Ewald

Force et faiblesse de l'Etat-Providence

Un savant ouvrage de François Ewald sur notre organisation sociale.

Le vent du libéralisme peut souffler, l'Etat-Providence tiendra bon sous la bourrasque et il résistera mieux encore à tous les assauts idéologiques, de quelque côté qu'ils viennent, s'il se donne les moyens de gérer ses contradictions. L'Etat-Providence repose, en effet, sur une assise solide. François Ewald le démontre brillamment dans un savant ouvrage qu'il vient de consacrer à cette forme d'organisation sociale.

L'auteur, qui fut l'assistant au Collège de France de Michel Foucault, auquel l'ouvrage est dédié, a voulu saisir, à travers l'évolution de la notion de responsabilité, « un processus de socialisation caractéristique de l'histoire contemporaine ». En d'autres termes, il a voulu voir comment notre société, celle de tous les jours, du travail, de la Sécurité sociale, des accidents, de la maladie, du chômage, de la retraite, prenait en compte le risque et son double, la sécurité. Comment elle était devenue « assurantielle ».

L'enquête court sur deux siècles de notre histoire sociale, pour ne pas dire de notre histoire tout court. Elle commence avec les premières spéculations sur la prévoyance, les tentatives, s'infléchit notablement avec la loi du 22 mars 1841 réglementant le travail des enfants dans les manufactures, et s'accroît avec les débats qui aboutiront, le 9 avril 1898, à la loi sur la réparation des accidents du travail.

Une date essentielle que cette dernière : elle marque un tournant dans l'histoire de la responsabilité et la généalogie de la législation sociale que l'auteur entend dérouler devant nous. La loi de 1898, explique-t-il, correspond à « une autre manière de penser le droit » : on laisse la notion de louage de service pour celle de contrat de travail ; la loi donne un statut juridique au salarié. Ses prolongements, en 1905 et 1910, en seront les textes sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes, aux incurables et aux indigents et sur les retraites ouvrières et paysannes. La société française est passée du droit civil, d'inspiration libérale, au droit social, qui tend à le supplanter.

L'accident du travail

Ce qui est véritablement passionnant dans le travail de François Ewald, c'est la mise au jour des transformations qui se sont opérées dans les mentalités, les rapports sociaux, le maniement des concepts, pour arriver à ces ruptures législatives, entérinées, plutôt qu'impulsées, par les politiques.

L'accident du travail, par exemple, n'est pas apparu du jour au lendemain avec l'industrialisation. Sa réalité n'était pas inconnue — elle faisait même l'objet d'actions de bienfaisance, mais elle est devenue régulière, mesurable par les statistiques et, du coup, prévisible. Ce mal ne pou-

vait plus être imputé au seul hasard, à la mauvaise fortune, dans la mesure où il apparaissait comme un produit de la vie collective, qui ne se logeait plus dans l'individu mais dans les rapports sociaux. La notion de risque s'implante, aux dépens de celle de faute. Il y a là de quoi ébranler les fondements libéraux du système de régulation sociale. A moins de récupérer les nouvelles valeurs, ce qui se fera.

Déjà, note l'auteur, depuis l'âge classique de la Réforme, le problème de la pauvreté a été sécularisé. A la charité a succédé la bienfaisance. Le libéralisme devait aller plus loin, en surmontant cette contradiction qui consistait à maintenir son assise juridique tout en la modifiant, pour qu'elle continue à jouer sa fonction politique de régulation.

A la fin du dix-huitième siècle, la notion de mal, aussi, se laïcise et se sécularise. En passant de la misère au paupérisme — concept lié à une population, au travail industriel, à un schéma qui se reproduit de génération en génération, on introduit l'idée d'une causalité économique, sociale, politique, qu'il convient de prendre en compte.

Le statut ontologique du risque

Cette évolution n'est pas que philanthropique : elle correspond à la nécessité de donner à la France une dimension industrielle et une capacité concurrentielle. Elle affirme l'entreprise comme une nouvelle institution de l'ordre social, aux côtés de la famille, de la religion, de l'armée, de la justice et de l'administration.

Le droit social évolue pareillement dans les pays comparables et devient l'objet d'échanges internationaux. Sous l'impulsion de Bismarck, un véritable modèle allemand pour les assurances maladie, les accidents du travail et l'invalidité s'instaure entre 1883 et 1889. La France est à la traîne. Elle renâcle devant l'obstacle avant d'adopter, avec la notion de risque professionnel, une loi de transaction, celle de 1898, par laquelle « l'ouvrier abandonne le droit à réparation intégrale à la certitude d'être indemnisé ».

Toute interrogation sur la sécurité suppose une réflexion sur le risque. François Ewald montre comment l'application du calcul des probabilités à la statistique a permis à Adolphe Quételet d'appréhender, grâce à la théorie des moyennes, l'homme comme

un être social. Le risque devient calculable et prévisible dans une population donnée. Il apparaît sous sa dimension collective — qui appelle un traitement du groupe, l'assurance, précisément — et comme un capital susceptible d'une compensation financière. L'auteur note que l'assurance introduit une rationalité, « car elle substitue à la règle de la nature celle du groupe ». La notion de risque moralise l'intérêt du prêt, encourage la vertu de prévoyance, transforme, avec la réparation des dommages, le mode d'administration de la justice et, à l'instar de la religion, libère de la crainte. Fille de la propriété mobilière, l'assurance, longtemps tenue en défiance, sauf pour les affaires maritimes, va étendre ses développements terrestres, après avoir surmonté le reproche classique qui lui était opposé : celui de diluer la responsabilité individuelle.

L'audace de se remettre en cause

François Ewald met en cause la représentation politique traditionnelle, de type parlementaire et syndical, et suggère qu'on en revienne aux individus, avec une décentralisation à leur niveau et une transparence totale des institutions sociales, afin que l'on sache qui paie pour quoi et qui reçoit de quoi ?

Surtout, les sociétés de solidarité doivent s'ordonner sur une économie de changement, avec pour moteur la réforme permanente et comme caractéristique la mobilité des situations individuelles.

Toute la difficulté est d'obtenir d'un système fondé sur la sécurité, sur la prévention et la réparation du risque, l'audace de se

remettre en cause constamment et de n'accepter ni les situations acquises ni les droits absolus. N'y a-t-il pas incompatibilité entre les deux démarches ? Il appartient aux « politiques », souvent enclins à s'enfermer dans la défense des avantages acquis et de schémas de pensée conservateurs, de quelque bord qu'ils soient, de dépasser les pressions de leurs clientèles traditionnelles et d'inventer ce que François Ewald définit comme « un droit prudentiel », c'est-à-dire opportuniste, constamment adapté à la réalité, un droit en mouvement.

Tous ceux qui aspirent à façonner la société, pour le bien de leurs semblables, auront intérêt à se plonger dans l'Etat-Providence, au risque d'y perdre quelques idées reçues, mais avec la garantie d'enrichir leur imagination.

ANDRÉ LAURENS.

* L'ÉTAT-PROVIDENCE, de François Ewald. Grasset, 608 p., 185 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Alain-Fournier

(Suite de la page 9.)

On ne peut pas relire les mémoires de Quatorze sans songer à la tuerie qui va les décrire. Dans les Poèmes et Nouvelles d'Alain-Fournier, dont le canton nous vaut une réédition (Miracles), on sent l'écrivain qui fait ses gammes, mais aussi l'homme de la terre qui invente un bien périssable, qui compte les saisons.

Les Correspondances rendent un son encore plus lugubre. On attend l'avis de mort au champ d'honneur. Tout signe d'espoir, tout projet, fend le cœur. Et Dieu sait si Henri Fournier, qui n'est pas encore « Alain », aime l'avenir ! Les Lettres à sa famille complètent, à cet égard, la fameuse correspondance avec son futur beau-frère Jacques Rivière.

Ici, le lycéen Fournier s'adresse à ses parents, à sa sœur Isabelle. Ils parlent de leurs lectures. On sait mieux ce qui nourrit le futur Alain : Jammes, Verhaeren, Laforgue, Régner, Sernin, mais aussi Poe, Spencer. Poe annonce les jeux du Grand Meaulnes avec la chimère, jeux peu français. Dès 1906, à vingt ans donc, Alain-Fournier pense à un roman sans personnages cernés, relevant d'un « domaine » aux règles insaisissables.

Poète du « lieu », déjà ! Il le dit au moment de « présenter » la Chapelle-d'Angillon à Jacques Rivière : « C'est plus terrible et décisif que de [te] présenter une amante. »

Les réponses d'Isabelle figurent dans le volume : ce qui est toujours préférable aux Correspondances unilatérales, si frustrantes. Il n'empêche : je suis de ceux qui ne supportent pas trop cette sœur-là. Ni la Rimbaldette, ni la Pascalette, ni aucune autre, en fait. L'emploi de sœur abusive, quoi qu'elles espèrent, est comique, infailliblement ; et parasitaire.

L'amitié vous a une autre allure, douloureuse, riche, riche. Lisez ou relisez les Lettres au petit B. Le petit B, c'est René Bichet, le seul des trois inséparables — avec Fournier et Rivière — qui réussit le concours de la rue d'Ulm, en 1906. Quatre ans plus tard, il se classait premier à l'agrégation de lettres. Une « overdose » accidentelle de morphine l'emporterait à vingt-six ans ; ça ou les schrapnells !

Contrairement aux deux autres, Bichet ne rêvait pas de changer le monde, ni de confier son intime. S'il avait vécu, peut-être ce Beaucon ennemi des sensations « barbares » aurait-il préparé la voie aux constats froids de notre après-guerre à nous. Il entendait dresser le cadastre des choses, les nommer et les laisser là, bien séparées des voisines, bien en repos. L'opposition est éclairante avec le gidisme et le claudisme des autres ; le tout, sur fond de Pelléas, de Mercure de France, de NRF, de carniers qui s'apprennent, avec l'intensité affective qui caractérisait l'époque, et que nos temps de répondeurs automatiques ont révolus...

COMMENT s'abstraire soi-même tout à fait de telles lectures ? Au détour de ces nouvelles de khâgneux en vacances, surgit le nom d'un certain Pons, reçu rue d'Ulm, avec Bichet, en 1906.

Il me revient que, quarante ans plus tard et voici quarante autres années, un certain Pons, âgé, en effet, de la soixantaine, le visage carré sous le béret, l'œil noir, la voix rugueuse, parlait aux khâgneux de Louis-le-Grand, entre deux explications enflammées de Balzac, de Bichet, de Fournier. Était-ce le même ?

Et le musicologue Massin, qui vient de mourir, tout en barbe, en grondements beethoveniens, était-ce le même qui, lisse, regard aux cimes, servait d'aumônier aux khâgneux de la Libération, surécolé d'avoir confessé Baudelaire par écrit et Claudel oralement ?

Il ne faut pas vieillir : l'histoire fait autour de vous un bruit de cercueils heurtant les fosses ; et elle vous un à l'anecdote, cette forme huppée de l'incontinence.

- * LE GRAND MEAULNES, d'Alain-Fournier, Fayard, 334 p., 79 F.
* MIRACLES, poèmes et prose, d'Alain-Fournier, Fayard, 124 p., 59 F.
* LETTRES A SA FAMILLE, d'Alain-Fournier, Fayard, 552 p., 156 F.
* LETTRES AU PETIT B., d'Alain-Fournier, Fayard, 348 p., 126 F.

A l'occasion du centenaire de la naissance d'Alain-Fournier, le département du Cher organise durant tout l'été de nombreuses manifestations à travers le Berry. Renseignements : Comité touristique du Cher.

La démocratie plurielle

Les méditations de Claude Lefort sur les difficultés, les contradictions et les avantages du régime démocratique.

DOUZE ESSAIS échelonnés sur huit années (1978-1986). Les uns développant directement la pensée de l'auteur, d'autres l'expliquant à travers l'analyse d'écrivains divers, tels Chateaubriand, Tocqueville, Marx, Michelet, Buchez, Hannah Arendt, François Furet, voire Joseph Ferrari, intéressant inconnu qui interpréta l'après-89 à travers Machiavel. Des thèmes très variés, allant de la terreur jacobine au corps du roi de droit divin, de l'Etat-providence à la mort de l'immortalité. Et derrière cette apparence foisonnante, une rigoureuse unité. L'ensemble du livre tourne autour de « la question de la démocratie » : titre du premier chapitre qui se profile dans tous les autres, en contrepoint s'enrichissant de variations en variations.

Elles prolongent et approfondissent une pensée dont Claude Lefort a déjà dessiné l'architecture générale. Il prend le contre-pied de Hegel, considérant la religion comme « la base de la moralité sociale et de l'Etat » et tenant pour « l'immense erreur de notre époque de vouloir considérer ces choses indissolubles comme pouvant se séparer ». En rupture avec cette société organi-

que où le pouvoir s'incorpore la loi et le savoir, la démocratie de Lefort s'établit en société sans corps où le pouvoir n'est qu'instrumental. Remis en question à intervalles réguliers lors des élections, les gouvernements ne peuvent se l'approprier. Il ne détient plus la vérité, dissoute dans le pluralisme des croyances qui s'affrontent. Lieu d'opinions sans pouvoir, la société civile se trouve séparée d'un Etat laïc libéral, devenu lieu d'un pouvoir sans opinion fondé sur une souveraineté du peuple qui se disperse quand elle s'exprime.

Cet « énigmatique arbitrage du nombre »

La singularité du suffrage universel se trouve fortement soulignée. Au moment même où le peuple est censé affirmer sa volonté, les votes le changent « en diversité pure d'individus, chacun abstrait du réseau des liens sociaux dans lesquels se détermine son existence », ce qui le fait « une pluralité d'atomes, ou plus précisément d'unités de compte ». Mais cet « énigmatique arbitrage du nombre » reflète la division originelle de toute société. Artifi-

ciels, les efforts d'unification ouvrent la voie du totalitarisme. La démocratie est « la restauration du pluriel contre l'Un ».

Ainsi définie, elle inclut des contradictions analysées avec pertinence. Par exemple, celle des droits sociaux, qui élargissent l'espace des libertés publiques et font corps avec elles, tout en contribuant à développer la puissance réglementaire de l'Etat. L'ambiguïté des rapports entre l'égalité et la liberté est magistralement décrite à travers les hésitations de Tocqueville disant, d'un côté, que « l'égalité donne naturellement aux hommes le goût des institutions libres » mais, de l'autre, qu'ils la préfèrent à la liberté, ce qui rend le despotisme « particulièrement à craindre dans les siècles démocratiques ». La contradiction fondamentale tient à la nature même d'un système dont la légitimité se définit seulement par un débat sur le légitime et l'illegitime, sans terme et sans garant. Les hommes ont une certaine répugnance pour une division perpétuelle. Ils éprouvent une attirance pour les images unifiantes du « peuple » ou de la « nation ».

Claude Lefort reconnaît sans ambages « la difficulté sans

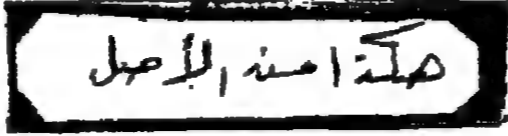
doute incontournable, sans doute ontologique, de la démocratie à se rendre lisible par elle-même ».

Mais la philosophie politique n'aurait-elle pas les moyens de réduire cette difficulté ? Dire que la division sociale fondant la démocratie repose sur « la destruction des fondements de la vérité », c'est oublier des propos trop négligés de Pascal considérant que « la source de toutes les hérésies est de ne pas concevoir l'accord de deux vérités opposées ». Cela ne décrit-il pas la diversité des opinions du peuple souverain, dont nulle n'accapare la vérité entière, dont toutes en renferment un fragment ? Si l'erreur n'est pas le contraire de la vérité mais l'oubli de la vérité contraire, si la vérité est plurielle ontologiquement, le pluralisme de la démocratie correspond à la nature des choses, des sociétés et des hommes.

MAURICE DUVERGER.

* ESSAIS SUR LA POLITIQUE, de Claude Lefort, Seuil, 336 p., 110 F.

Le livre de Claude Lefort, le Travail de l'œuvre Machiavel, est réédité dans la collection « Tel », Gallimard.



هنا من الأصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Un génie maudit : Mikhaïl Lermontov

Les poésies complètes de l'auteur d'Un héros de notre temps.

C'EST un personnage énigmatique que Mikhaïl Lermontov. Ses contemporains ont laissé de lui des portraits contradictoires. Pour l'un, c'est un bretteur ; pour l'autre, un rêveur. Un mondain, un solitaire. Nul ne s'accorde. Peut-être faut-il accepter Lermontov dans cette contradiction même, et chercher dans ses ouvrages le reflet de qui il fut. Et il fut assurément un impatient.

On connaissait de lui, en France, son roman fameux : Un héros de notre temps (1). Le terme « héros » doit se prendre, ici, à contre-pied. Et l'auteur, dans sa préface (postérieure au roman lui-même), s'en expliquait, écrivant : « C'est un portrait, non pas d'un seul homme, mais des vices de toute notre génération. » Quelle génération ? Mais celle qui a suivi celle des hommes qui échouèrent à mener à terme la révolution militaire du 14 décembre 1825 contre l'autocratie. Les décembristes, comme on les nomma, enfermèrent, par leur échec, la génération suivante, qui fut, dès lors, moins une génération perdue qu'une génération bloquée et défaite.

Les poèmes de Mikhaïl Lermontov, enfin révisés et accessibles, reprennent le thème.

Dans cette fameuse Douma ou Méditation, qui est l'un des textes les plus fameux de Lermontov, on lit :

Ma génération ! Je vois ta [sombre] route

S'enfoncer tristement dans le [sombre] avenir, Tandis que sous le faix du savoir [jet] du doute, Ma génération ! Tu vieilliss sans [agir]...

C'est un thème presque constant chez Lermontov que cette colère contre les mondains de Petersbourg et contre la vie civile de son temps :

Oh, comme je voudrais déranger [leur] entrain Et jeter à leur face un poème [d'airain] Trempe de haine et [d'amertume],

écrit-il dans un poème de 1840.

Lermontov avait écrit des poèmes depuis son enfance. Puis il se mit au théâtre, attentif à la tentative de Gribotédov. Il fit Mascarade, une pièce en vers, que la censure mit une obstination constante à interdire. Survint alors un événement capital : la mort de Pouchkine, tué en duel en février 1837. Pouchkine, c'était le modèle, et c'était l'ennemi. Il était impossible de ne pas le suivre, mais il était nécessaire de le dépasser. Toute l'entreprise de Lermontov est là, dans cette confrontation qui le satisfait et l'aiguillonne. Il est célèbre du jour au lendemain en rendant public son poème : la Mort du poète, où il s'en prend aux étrangers et aux hommes de la cour. Ce poème fait un bruit tel que Nicolas 1^{er} enverra ce sous-lieutenant de

vingt-trois ans, qui sert dans un régiment de hussards de la garde, dans l'armée active, au Caucase pour un an.

En 1840, nouveau scandale : Lermontov a provoqué en duel le fils de Prosper de Barante, alors ambassadeur de France. Nouvel et définitif exil dans l'armée du Caucase, comme lieutenant d'infanterie. Et c'est là que Lermontov, à la semblance de Pouchkine, tombe, blessé à mort, dans un duel aux causes futiles. C'était en juillet 1841. Il avait vingt-sept ans. En cinq années, Lermontov avait gagné son pari : il avait pris la place laissée libre par l'auteur d'Éugène Oréguine, et il venait de rendre impossible la poésie, — pour un long temps du moins !

Les interdits de la censure

Connaître ses Œuvres poétiques est enfin possible. Sous la direction d'Efim Etkind, la même équipe de traducteurs que celle qui nous donna les textes en vers de Pouchkine (2) s'est attelée à la tâche de nous le rendre lisible, et, par son souci euphonique, « audible ». C'est une belle réussite. Il faut ajouter qu'Efim Etkind n'hésite pas à reproduire des tentatives anciennes, lorsqu'elles se révèlent décisives. C'est ainsi qu'on trouvera dans les Œuvres poétiques la version française de plusieurs pièces importantes dans la version qu'en publia, vers 1918, le traducteur belge Henri Grégoire. Autre chose enfin ! On sait

que la poétesse Marina Tsvétaïeva, ayant séjourné en France de 1925 à 1939, était parfaitement bilingue. On savait qu'à la fin de son exil et dans les premiers temps de son retour en URSS elle avait mis des poèmes de Lermontov en français. On en avait perdu la trace. Un miracle a permis à Efim Etkind des les retrouver. Ils figurent ici pour la première fois. Marina Tsvétaïeva avait traduit notamment Ma patrie, ce poème dans lequel Lermontov avoue son amour pour le pays natal tout en refusant d'adorer la majesté de l'Etat et de reconnaître la Russie dans l'imagerie officielle. Il s'émerveille d'elle en la voyant comme elle est. En regardant danser et boire Tes doux et simples paysans.

Henri Grégoire, traduisant le même texte, avait introduit là « les clameurs des moujiks ivres », ce qui semble mieux accordé au ton de Lermontov, qui fut sous le tsar soumis aux interdits de la censure — comme s'il avait vécu sous Staline.

HUBERT JUNI.

* ŒUVRES POÉTIQUES, de Mikhaïl Lermontov, publiées sous la direction d'Efim Etkind. — Éditions l'Age d'homme. 430 p. 150 F.

(1) La très belle traduction, de 1926, par Boris de Schloezer, de Un héros de notre temps, a été reprise dans le volume de la Pléiade consacré aux œuvres en prose de Pouchkine, Gribotédov et Lermontov.

(2) Alexandre Pouchkine : Œuvres poétiques (2 volumes). Éditions l'Age d'homme.

« Il ne nous était pas permis de tirer sur les gens ou de les tuer à cause de la prime de dédommagement que, dans ce cas, la compagnie de tramways devrait payer. »

Autre chose encore qui éclaire le caractère misanthropique ou neurasthénique de Hamsun ; la nouvelle où il raconte l'histoire d'une mouche qui vient lui rendre visite régulièrement pendant qu'il travaille, « une petite mouche tout à fait banale, de taille moyenne ». C'est la plus belle histoire d'amour du recueil. Mais naturellement, elle se termine mal. Il l'écrase.

PAUL MORELLE.

* ESCLAVES DE L'AMOUR, de Knut Hamsun, Calmann-Lévy, 280 p. 110 F.

Les hantises de Hamsun

« Aimer qui ne vous aime pas. »

LES admirateurs de Knut Hamsun retrouveront sans peine dans ce recueil de nouvelles traduit en français par Régis Boyer les principaux thèmes qui alimentent son œuvre. Et d'abord la misogynie, ou plus exactement la méfiance à l'égard de l'amour dont le titre français Esclaves de l'amour traduit bien le sens. La recherche de l'amour est bien la préoccupation essentielle des héros de Knut Hamsun, mais cette recherche est toujours malheureuse ou vaine. Pas toujours à cause de la femme, d'ailleurs. Celle-ci aime un beau jeune homme qui fréquente le café où elle sert, mais le jeune homme dépeint pour une écuyère de cirque qui le nargue. Celle-là introduit un amant de rencontre dans l'appartement où gît son vieux

mari mort. Cette autre imagine une machination à la Hitchcock pour se débarrasser d'un époux qui la gêne. Telle autre encore gruge les clients d'un hôtel balnéaire ou se fait faire un enfant pendant l'absence prolongée du mari.

Les hommes ne sont guère mieux, qui vont de la pusillanimité à la puerilité en passant par l'inconstance.

Chez Hamsun, chacun ne rencontre jamais sa chacune, parce qu'il s'agit d'un amour rêvé qui ne tient aucun compte des réalités. Les hommes s'imaginent, au moindre regard, qu'ils sont aimés. Les femmes balancent entre divers possibles, sans jamais se décider.

Le tout se passe dans les décors et le climat habituels à Hamsun :

une nature souvent sauvage, toujours cruelle, parfois criminelle ; un climat parfois morbide, toujours au bord du déséquilibre, à l'extrême pointe de l'abîme où il arrive à certains de ses héros de se précipiter.

Mais comme cela arrive souvent chez les grands écrivains — et parmi les plus désespérés : Dostoïevski, Kafka — une pointe d'humour toujours vient corriger le récit, en tempérer le tragique, comme si l'auteur, sur le point de succomber à sa folie, redressait sa course d'un bref mouvement de volant.

Ainsi dans Victoire de femme, une des nouvelles les plus atroces du recueil, le narrateur est receveur de tramway à Chicago, sur une ligne fréquentée par des voyous. Il commente, froidement :

● RENCONTRE

L'unique tableau de Pierre Oster

Un poète qui refait le geste de Giacometti.

DERRIÈRE une apparence sobre de fonctionnaire, d'homme d'ordre et de méthode, Pierre Oster Soussouev ne dissimule pas longtemps son indépendance d'esprit, son goût du paradoxe. Loin d'être des affirmations tranchées, les réponses qu'il apporte à nos questions sont autant de manœuvres d'approche, d'interrogations maintenues.

Si la poésie est l'activité essentielle, l'exercice de tous les instants de Pierre Oster, elle n'implique dans son esprit aucun isolement ni retranchement : « Les poètes ont à voyager dans les plus grands domaines possibles. Leur place n'est pas dans la poésie, mais le plus souvent possible, à l'extérieur », déclare-t-il. Pourtant, de ces contrées imaginaires ou réelles, il ne revient pas avec d'épais récits de voyages, des poèmes exotiques et dépayés.

Le projet poétique de Pierre Oster est à la fois plus simple et plus ambitieux : dire la consonance du proche et du singulier, épeler le monde concret et multiple en puisant dans l'expérience immédiate des sens.

Depuis trente ans, Pierre Oster publie de courts recueils, parfois

des notes à l'agencement subtilement concerté (1) ou encore des textes consacrés à des auteurs dont il se sent proche, célébrations, « éloges », plus que critiques ou analyses (2). Avec le Champ de mai (Gallimard, 1955), il a commencé de numéroter ses poèmes. Cette pratique ne cache pas quelque signification secrète ; elle trahit, dit-il, « une jalousie à l'égard des musiciens. C'est un biais naïf pour montrer le temps, pour dire qu'il y aura un terme qui laissera l'œuvre inachevée. C'est aussi une manière d'affirmer que les choses s'engendrent elles-mêmes, que le dernier vers du dernier poème s'enchaîne au premier du poème suivant ».

Saint-John Perse, le seul « maître »

Le Vingt-neuvième poème est paru récemment aux éditions de l'Alphée. Dans un entretien qui fait suite à ce recueil, Pierre Oster compare le travail poétique à la construction de « petits édifices de langage ». Modestie ? Refus de l'emphase ?... C'est davantage une manière d'exprimer sa

La femme de l'année : Karen Blixen



VOILA Karen Blixen vedette incontestée de l'année. Un film a fait, en un clin d'œil, ce qu'une œuvre littéraire n'aurait pu atteindre en un siècle : l'auteur des Sept Contes gothiques et du Dîner de Babette, a gagné la célébrité mondiale, même si c'est sous les traits de Meryl Streep, même si c'est grâce au film de Sydney Pollack, dont le titre n'est celui d'aucune œuvre éditée en français (puisque Out of Africa a paru chez Gallimard en 1982 sous le titre de La Ferme africaine...).

Superbes photos d'une femme superbe aux pommettes hautes, aux yeux passés au khôl, qui aimait les chapeaux, les voilettes, les grandes lises blanches et les cigarettes ; qui aime à sa manière l'Afrique parce qu'elle aimait les safaris (« La chasse est toujours une sorte d'histoire d'amour », disait-elle), la nature sauvage, les nègres kikoyous... Et si elle pose en capeline et talons hauts près de ses domestiques noirs, en quoi est-ce un colonialiste que les acclamations des voyageurs — humanistes ou non — de la même époque ? ...

Peu à peu le visage se détache, la souflette apparaît sous la peau blanche et fine qui se ravine, les tibias gainés de soie se laissent voir comme dans le premier de ses « contes gothiques ». La flamme du regard a consumé le corps.

N. Z.

* Exposition Karen Blixen. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. Jusqu'au 5 octobre. Tous les jours de 13 heures à 19 heures.

Tom Sharpe la gaffe

L'HUMOUR conserve. A soixante-huit ans, l'Anglais Tom Sharpe a toujours une santé de fer. Une santé d'écrivain, s'entend. Il publie un roman par an. Les dix derniers ont tous été en Angleterre des best-sellers. En France, deux éditeurs tentent d'imposer ce drôle d'oiseau (1).

Sharpe aime manier la dérision. C'est, pour lui, un moyen de dire l'absurdité de la vie de ses personnages. Ainsi Wilt. Ce professeur enseigne dans un lycée technique. C'est un brave Anglais moyen, un peu original, un peu rêveur, un peu coincé. Il n'a qu'une seule idée en tête : faire le bien, ou du moins ce qu'il croit être le mieux.

Malheureusement, l'attitude Wilt, même lorsqu'il « prend son pied », ne lui attire que des ennemis, ne provoque que des catastrophes. Ses victimes ne se comptent plus. Le brave Wilt est en fait un véritable fétu. Mais Wilt n'est jamais seul au royaume de la bêtise. Ses collègues du lycée, son épouse, ses élèves, les médecins, les policiers qui essaient de réunir des charges contre lui, sont autant d'acteurs délavés de ce théâtre de l'absurde où le lecteur finit par rire de ce qu'il ne croit pas être lui-même.

Mais Sharpe, avec ses allures de clown du dimanche, ne cherche pas à tromper son monde. Dans Mêlée ouverte au Zoulouland, le romancier anglais (qui a

vécu plusieurs années en Afrique du Sud, pays dont il a été expulsé en 1961 pour avoir fait représenter une pièce anti-apartheid) se livre à une satire grinçante des rapports entre les Afrikaners, les Britanniques et les zoulous. Le prétexte du récit est on ne peut plus simple. Le chef de la police locale, le commandant Van Heerden, apprend qu'une vieille Anglaise a tué son cuisinier zoulou. L'affaire paraît entendue, à cela près qu'une Blanche langouste de surcroît ne peut pas, même si elle l'avoue de son plein gré, avoir tué un Noir... Commença alors une incroyable sarabande qui voit s'accumuler des montagnes de cadavres. Avec Sharpe, le résultat est garanti : on ne s'ennuie jamais.

BERNARD GÉNÈS. * MÉLÉE OUVERTE AU ZOULOULAND, de Tom Sharpe. Traduit de l'anglais par Lawrence. Éditions du Seuil, 322 p., 96 F. * WILT PREND SON PIÉD, de Tom Sharpe. Traduit de l'anglais par Annie Saumont. Éditions Luce-Ascol, 348 p., 78 F.

(1) De Tom Sharpe, les Éditions Luce-Ascol ont publié la Route sanglante du jardinier Blott et la Grande Poursuite ; les Éditions du Seuil ont quant à elles publié : Wilt 1, Wilt 2 et Porterhouse ou la Vie de collège.

(1) Requêtes. Ed. Fata Morgana, 1977. (2) Pratique de l'éloge. Ed. La Boconnière, 1977. (3) Pierre Oster vient de publier Adieux à Léger. Ed. l'Apparetyopographie, 34, chemin des Rosiers, E. 6765, Harnoucourt, Belgique.

Economie

entreprises nationalisées Ceux qui partent

A Paribas

M. Jean-Yves Haberer : le poids du Trésor

« Le jour où l'entraîneur au Trésor, je suis sûr, de toute façon, je finirais dans une banque. Avec cette assurance tranquille qui sied aux gens bien formés si sûrs de leur fait — mais qui a agacé plus d'une fois ses proches collaborateurs. — M. Jean-Yves Haberer ne se prive pas de rappeler une filiation « naturelle » qu'il devait à MM. Jacques de Fouchier et Pierre Moussa, les deux anciens présidents de Paribas, qui souhaitaient avoir près d'eux celui qui était alors directeur du Trésor.

Ancien condisciple de M. Jacques Chirac à l'ENA, assuré de la confiance totale de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre lorsque ceux-ci étaient « aux affaires » : avant mai 1981, il n'aurait guère été payé de retour pour cette fidélité à l'ex-opposition devenue majoritaire. Tout compte fait, la gauche lui aura été plus reconnaissante après avoir testé et apprécié son sens du devoir lorsqu'il s'est agi, au lendemain de la présidentielle, de renforcer le contrôle des changes et de veiller, avec le concours du gouverneur de la Banque de France, M. Renaud de la Genière, à ce que s'effectue correctement la première évaluation du franc au sein du SME (système monétaire européen), en octobre 1981.

Quatre ans et demi après avoir franchi, avec le titre de président, la célèbre antichambre de l'Orangerie, rue d'Antin, il lui faut quitter avec les honneurs l'ancienne salle d'état civil où Bonaparte et Joséphine unirent leurs destins, il y a deux siècles. Cela au moment où Paribas affiche une insolente santé avec un total de bilan de 551 milliards de francs qui place le groupe, fondé en 1872, parmi les grands noms de la banque et de la finance mondiale. Depuis 1982, les résultats, qui atteignent un bénéfice net de 2,7 milliards de francs en décembre dernier (dont 1,35 milliard revenant à la Compagnie financière), ont été pratiquement doublés. Dans le même temps, Paribas, qui a récupéré cette filiale suisse qui a tant fait parler d'elle au moment de l'« affaire Moussa »,

aura renforcé son implantation internationale. Chaque année, ou presque, le même sigle ornaît une nouvelle enseigne. Après Athènes, Barcelone, Rome, Dublin, Hambourg, Turin, Copenhague, Oslo, Stockholm, viennent compléter un réseau qui couvre à présent cinquante-quatre pays. Enfin, Paribas manifestait son intérêt pour la City en prenant le contrôle de la firme de courtage Quilter Goodson, dont le patron n'est autre que le président de la Bourse de Londres.

Mais à ce tableau de trophées, il faut ajouter une « casseroles » dont M. Jean-Yves Haberer se serait certainement passé, celle qui concerne la banque d'investissement américaine Becker. La crise qui s'abat sur New-York en 1983, obligeant de nombreuses firmes — et non des moindres — à se regrouper, n'épargne pas Becker, dont Paribas avait pris le contrôle.

Paribas fut contraint de revendre la banque d'investissement à Merrill Lynch, moyennant un échange d'actions avec le numéro 1 mondial des firmes de courtage. Sans se retirer totalement des Etats-Unis, où le groupe possède encore une ancienne filiale, Paribas Corp., il dut tout de même épouser une « ardnoise » dont le montant s'élève au bas mot à 60 millions de dollars de l'époque.

Est-ce l'épisode Becker qui a déterminé les pouvoirs publics à ne pas reconduire M. Jean-Yves Haberer dans ses fonctions ? C'est peu probable. Chaque grande banque a à son passif quelque affaire de même genre. De l'avis général, c'est plutôt sa longue carrière dans la haute administration et au Trésor (et les inimitiés qui ont pu naître de cette occasion) qui expliquent cette décision. Outre le fait qu'il ait parfois pâti d'une double image d'« excellent haut fonctionnaire » mais de banquier « manquant de souffle » dans une maison dont les coups à la hussarde ont fait la renommée.

SERGE MARTI.

A la Compagnie financière de Suez

M. Jean Peyrelevalde : une révélation

Rien ne prédisait, au départ, M. Jean Peyrelevalde à devenir président de la Compagnie financière de Suez. Polytechnicien, ingénieur en chef de l'armement, puis de l'aviation civile, il fut, en 1973, détaché au Crédit lyonnais pour y devenir directeur du département du commerce extérieur. Socialiste, comme M. Jean Defflassieux, son président depuis février 1982, il fut pris par M. Pierre Mauroy comme directeur adjoint de son cabinet. En mars 1983, quand il fallut remplacer à la présidence de la Compagnie financière de Suez M. Georges Plescoff, touché par la limite d'âge, le gouvernement pensa à cet homme de quarante-quatre ans.

Au premier abord, il n'avait pas de quoi éblouir ni impressionner fortement les cadres de la Compagnie. D'un caractère réservé, peu soucieux de son apparence, avec, sous sa veste, un éternel chandail, méfiant, anxieux de ne pas se faire « téléguider » par quiconque, il allait s'appliquer à reconstituer la structure de l'empire Suez, mis à mal par les nationalisations de février 1982, qui l'avaient notamment privé d'une bonne partie de ses banques : Sofinco (crédit à la consommation) et la Banque La Hénaïm (crédit à l'immobilier).

M. Peyrelevalde s'employait d'abord, parachevant l'œuvre de Georges Plescoff, son prédécesseur,

à maintenir une participation importante, plus de 34 %, dans le groupe d'assurance Abeille Paix (groupe Victoire), qui avait failli lui échapper complètement après mai 1981 au profit de la Compagnie industrielle de M. François. Un armistice était conclu avec ce dernier, comportant un partage équitable des participations et des influences.

Puis ce fut la reconquête des banques perdues, la Banque La Hénaïm et Sofinco. Virent s'y ajouter la Banque Vernes, dont il fallut restituer le capital, et la Banque parisienne de crédit, très profitable. M. Peyrelevalde négocia également la vente au GAN de sa participation de 40 % dans le Crédit industriel et commercial, dont Suez avait pris le contrôle en 1971, après une bataille mémorable et dont l'intégration dans le groupe ne fut jamais réellement réalisée. Enfin, M. Peyrelevalde désigna pour négocier avec succès l'installation d'un Disneyland à Marne-la-Vallée.

Très apprécié par l'ensemble des cadres du groupe, qui le regretteront, M. Peyrelevalde a été, on peut le dire, le meilleur président qu'ait eu la Compagnie financière de Suez depuis vingt ans. Une véritable révélation.

F. R.

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-NORD
IUT de VILLETANEUSE
FORMATION CONTINUE
Informatique spécialisée en base de données et intelligence artificielle

NOUVEAU : Bac +2, bonne connaissance de l'informatique (type DUT informatique).

DURÉE : 8 mois, du 3 novembre 1986 au 30 juin 1987.

PUBLIC : demandeurs d'emploi et salariés dans le cadre du congé individuel de formation ou du plan de formation.

RENSEIGNEMENTS : Centre de formation continue de l'IUT de Villetaneuse, av. Jean-Baptiste-Clement, 93430 VILLETANEUSE
Tél. : 48-21-61-70, 48-28-90-48
postes 4840, 4841, 4842

Patronat et syndicats signent un accord sur les congés de conversion dans la construction navale

Quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC et CGC) et l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) ont parvenues le 23 juillet à un accord sur les congés de conversion dans le secteur de la construction et de la réparation navales. La CGT a quitté la réunion. L'accord cadre de 1984, qui arrive à échéance la fin 1986, sera reconduit jusqu'au 1^{er} août 1988.

Une amélioration par rapport aux dispositions actuellement en vigueur a été introduite. Ainsi, pour les entreprises qui déposent leur bilan (cas de Normed), il est prévu de faire bénéficier les salariés de quarante-huit à cinquante-deux ans du système des congés de conversion. Selon les dispositions de l'accord-cadre, ne pouvaient en bénéficier que les salariés âgés de moins de quarante-huit ans et, par dérogation, ceux de cinquante-trois à cinquante-cinq ans. Une négociation paritaire chez la Normed aura lieu le 30 juillet.

Pendant qu'avaient lieu les négociations entre le patronat et les syndicats, quelque deux mille personnes de La Ciotat et de La Seyne ont défilé à Paris pour défendre la Normed. Aucun incident n'a eu lieu.

La veille, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, avait signé une convention entre l'Etat et la Normed qui permet de payer les salaires de juillet et d'août et de constituer les approvisionnements nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'entreprise pendant cette période. Cette décision, précise-t-on au ministère, « correspond à l'engagement de M. Madelin de prendre les dispositions pour que rien n'interrompe qui puisse compromettre l'achèvement des navires en cours de construction chez la Normed ».

Cet apport d'argent frais par l'Etat doit permettre à l'administrateur judiciaire de poursuivre son travail de redressement de l'entreprise au moins jusqu'à la fin août, et donc de repousser une éventuelle décision de liquidation.

Au siège de la Normed, où l'on indique que le personnel va bénéficier d'un semaine supplémentaire de congés payés — le temps de remettre en état un planning des approvisionnements — l'administrateur judiciaire a déclaré qu'il n'avait reçu jusqu'à présent « aucune proposition sérieuse de reprise, pour tel ou tel site », conforme à l'article 83 de la loi du 25 janvier 1985 selon laquelle toute offre doit être remise avec la justification du financement.

Concurrence « franco-française »

Air France et UTA pourront desservir la Californie et la Polynésie

Les deux compagnies aériennes UTA (qui fait partie du groupe des Chargeurs réunis) et Air France ne sont pas parvenues à s'entendre pour exploiter en commun les droits de trafic que le gouvernement des Etats-Unis vient d'accorder à la France pour la desserte Paris - San-Francisco.

C'est pourquoi, à la demande d'UTA, le Conseil supérieur de l'aviation marchande s'est réuni le 23 juillet afin d'examiner le dossier et de rendre un avis au vu duquel M. Jacques Douffignies, ministre des transports, a pris une décision.

En fait, M. Douffignies n'a pas tranché dans le vif et a adopté un compromis qui laisse aux compagnies la possibilité de trouver ultérieurement un arrangement. Il a attribué les droits sur San-Francisco à la fois à Air France et à UTA, à condition que soit également ouverte la liaison vers Papeete (à partir de la côte ouest des Etats-Unis) à Air France. Celle-ci, qui dessert déjà Los Angeles neuf fois par semaine, pourra donc poursuivre ses vols vers la Polynésie et à partir de Los Angeles, et aussi, désormais, à partir de San-Francisco. UTA, qui vole vers la Polynésie actuellement à partir de Los Angeles, pourra effectuer des vols Papeete-San-Francisco-Paris et vice versa, et donc remettre en cause le « partage du monde » entre les deux compagnies décidé par les accords de 1963 et 1974.

Début juillet, M. Douffignies avait écrit à MM. Marceau Long et René Lapautre, respectivement président d'Air France et président d'UTA, pour demander aux deux compagnies de trouver un terrain d'entente. Il leur avait même tracé en pointillés les volets d'un arrangement possible.

Pour le gouvernement, il fallait à la fois éviter une guerre franco-française, défendre le pavillon national sur l'Atlantique nord où les compagnies américaines accroissent leur part de marché et, au-delà de la côte ouest des Etats-Unis, améliorer la desserte de la Polynésie française en quantité de vols et en régularité. Ce territoire d'outre-mer, de plus, a émis le désir de créer une compagnie aérienne régionale qui ne peut, à l'évidence, se constituer qu'avec l'appui technique et financier de l'un des deux « grands » de métropole, Air France ou UTA, ou des deux.

M. Douffignies, dans une lettre datée du 3 juillet, avait suggéré qu'Air France et UTA étudient les possibilités d'exploitation conjointes en assurant une desserte continue sans changement d'avion entre Paris et Papeete, « selon un schéma qui pourrait s'inspirer des vols croisés que les deux compagnies avaient mis en œuvre l'année dernière ».

Quelques jours après, M. Long avait répondu au ministre que ces propositions convenaient à l'entreprise nationale, « qui était prête à ouvrir avec UTA des conversations sur les modalités techniques et com-

merciales d'une telle exploitation (...) pour éviter de disperser nos énergies dans des luttes fratricides ».

Air France a accueilli « avec satisfaction » la décision du ministre et se dit prête à « trouver un accord avec UTA sur les modalités d'exploitation des nouveaux droits qui lui ont été accordés ». UTA, aussi se félicite d'une décision qui « met fin » au monopole français d'Air France sur le continent nord-américain, et elle laisse prévoir une offensive commerciale aux Etats-Unis non seulement pour la desserte de San-Francisco, mais aussi pour celle de Los Angeles et de Miami.

F. Gr.

Le calendrier de négociations dans les travaux publics

Après la CGC, FO et la CFTC signent le « protocole d'intentions »

Le « protocole d'intentions » conclu entre la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), organisation patronale, et la CGC le 9 juillet, a reçu l'accord officiel de la CFTC et de FO, lors d'une nouvelle séance de négociations le mardi 22 juillet (le Monde du 11 juillet). Comme prévu, n'ont pas apporté leur signature la CGT et la CFDT, cette dernière se réservant la possibilité d'apprécier les propositions concrètes du patronat sur l'emploi, et la façon dont sera définie la réalité du motif économique des licenciements.

Un calendrier de cinq réunions a été minutieusement précisé. Le 16 septembre, une journée entière sera consacrée à l'adaptation de l'emploi aux besoins (en particulier les procédures de contrôle se substituant à l'autorisation administrative de licenciement) ; le droit d'information, le rôle du comité d'entreprise ou d'établissement, des délégués du personnel, et la commission paritaire de l'emploi ; les délais, le montant des indemnités, et le plan social ; enfin les possibilités de contrôle a

posteriori, et le champ d'application des accords futurs. Le 30 septembre, une demi-journée sur les mesures d'incitation à la formation qualifiante et l'emploi des jeunes (contrat spécifique à la branche). Les réunions des 7 et 29 novembre seront destinées à poursuivre les ordres du jour des précédents, et celui du 4 novembre reste à définir.

La FNTP aurait souhaité que la négociation démarre plus tôt, dès la première semaine de septembre, ce qui semble confirmer son désir de garder la longueur d'avance qu'elle a sur les négociations interprofessionnelles, qui ne commenceront que le 23 septembre. Elle aimerait bien servir d'exemple au CNPF. Cependant M. Jean-Pierre Lafond, président de la commission sociale de la FNTP, est conscient des difficultés qu'il aura à convaincre les syndicats d'accepter une réduction des délais préalables aux licenciements ; les négociations « seront longues et difficiles. Nous prendrons notre temps, car nous ne sommes pas pressés ».

F. K.

Demandeurs d'emploi en juin : - 0,2 %

Lors de la présentation du rapport de M. Malinvaud sur les statistiques de l'emploi, le mardi 22 juillet, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a reconnu que le chiffre des demandeurs d'emploi à fin juin (le Monde du 18 juillet) avait été sous-estimé de 6 000 par suite d'un incident dans le traitement informatique des données du Val-d'Oise, incident entraîné par la mise en service d'un nouveau logiciel. Cette erreur ramène de 0,3 % à 0,2 % la baisse du nombre des demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières. Le chiffre, a précisé le ministre, sera rectifié le mois prochain lors de la présentation des données de juillet.

Rectificatif. — Une erreur de transmission s'est glissée dans l'article de Paul Fabra paru dans le Monde du 23 juillet. Il fallait lire, à propos de l'abaissement à 35 % des prélèvements publics : un objectif apparemment irréaliste (et non pas « totalement irréaliste »).

JEU DE LA FORTUNE

AU 17 JUILLET

ILS ONT GRATTE

ILS ONT GAGNÉ

DÉJÀ ILS ONT GAGNÉ DES MILLIERS DE LOTS!

ET DÉJÀ 11 BX

ENCORE 139 BX

ET DES DIZAINES DE MILLIERS DE LOTS EN JEU!

TOTAL

QUAND LA FORTUNE EST BONNE LE PLAISIR EST TOTAL

100.000 F. Mlle Claudine TOXE ou Relais Total de la Blaise Dreux (28)

50.000 F. M. Eric FALBOIS ou Relais Total de Charente Gasp (05)

50.000 F. Mme LUCMALLE ou Relais Total de la Closerie Leval (53)

25.000 F. M. Richard TOUSSAINT ou Relais Total Poncecaré Bar-le-Duc (55)

10.000 F. M. Eric COMPIN ou Relais Total des Capucins Coulommiers (77)

10.000 F. Mme M.-R. LEDORZE ou Relais Total du Champs Vandœuvre (54)

10.000 F. M. Henry BARREYRE ou Relais Total de l'Ouvine Le Pontet (84)

10.000 F. M. et Mme BRAJON ou Relais Total de la Rogue Mandelieu-La Napoule (06)

10.000 F. M. COMBEMOREL ou Relais Total St-Benoit Venne (38)

10.000 F. Auxerre Auto Auxerre (89)

Mme Françoise PENIGAUD ou Relais Total des Archibers Angoulême (16)

M. Alain FOUQUET ou Relais Total de Mar Viro La Seyne-Sur-Mer (83)

M. J.-P. KEY ou Relais Total St-Fiacre Bapoume (62)

M. Didier LEFFERT ou Relais Total du Franc-Marché Beauvais (60)

M. SAPPET ou Relais Total du Perron Pierre Benite (09)

M. Thierry BONAVENTURE ou Relais Total de Ville Bourbon Montauban (82)

M. Dominique PANETIER ou Relais Total de Frépillon Frépillon (95)

هذا من الاول

Marchés financiers

Le Monde • Vendredi 23 juillet 1988 23

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 23 JUILLET Cours relevés à 17 h 33

Main market table with columns for Valeurs, Réglement mensuel, and Etrangers. Includes sub-sections for Obligations, Actions, and Comptant.

Comptant (élection) Second marché (élection)

Table for Comptant and Second marché sections, listing various securities and their prices.

SICAV (élection) 23/7

SICAV table listing investment funds and their performance metrics.

Droits et bons Cote des changes Marché libre de l'or

Table for exchange rates, gold market, and other financial instruments.

Vertical text on the left side of the page, including 'PARIS' and 'LE MARCHÉ'.

Vertical text on the right side of the page, including 'Cours relevés à 17 h 33' and 's : coupon détaché'.

Table of contents for the newspaper, listing sections like ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, and SERVICES with their respective page numbers.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : la visite du secrétaire au Foreign Office

« L'impatience des Noirs doit être comprise » déclare Sir Geoffrey Howe

JOHANNESBURG de notre correspondant... Peu de chose a filtré de la première journée de Sir Geoffrey Howe en Afrique du Sud.

flourish... Ces semences qui ont pour nom la libération de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC.

Il s'agit-il d'une référence au discours prononcé par le premier ministre britannique Harold Macmillan en février 1960.

reconnaîtront qu'il est venu en ami... et modifieront leur position. Le Front démocratique uni (UDF).

Sur le vif

Ô le beau mariage !

Ben, dis donc, elle tire une de ces gueules la Queen... Ben, ma vieille, t'es pas difficile. Vulgaire, oui ! Une tête de garçon coiffeur.

L'OUA dénonce l'« apologie de l'apartheid » prononcée par M. Reagan

Les ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)...

rencontrer M. Oliver Tambo, président de l'ANC...

Sir Geoffrey a dit et répété que le dialogue est le chemin le plus direct vers un pays démocratique...

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les Américains vont commercialiser le premier vaccin obtenu par manipulations génétiques

La Food and drug administration (FDA) américaine a annoncé le 23 juillet qu'elle avait accordé un visa d'homologation...

mier vaccin dit « de seconde génération »... Après la mise au point, en France dès 1976, par le professeur Philippe Marpas...

A Lyon

Polémique sur les circonstances de la saisie de quatre radios

Les quatre radios locales saisies le mercredi 23 juillet à Lyon ont repris leurs émissions avec du matériel de secours...

Cette opération a aussitôt soulevé une vive polémique... Cette opération a aussitôt soulevé une vive polémique : M. de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture...

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 juillet Nette hausse : + 1,45 %... La Bourse de Paris a poursuivi son raffermissement le 24 juillet...

Table with 4 columns: Valeurs françaises, Cours précédent, Cours actuel, and Différence.

M. Jean de Lipkowski chargé d'une mission sur l'influence française en Asie

M. Jean de Lipkowski, député RPR de Charente-Maritime a été chargé par le premier ministre d'une mission d'études...

A Paris Prise d'otages à la banque Worms

Un homme retient en otage, depuis 10 heures environ, jeudi 24 juillet, plusieurs personnes à l'intérieur de la banque Worms...

Les Américains inquiets pour leurs déchets radioactifs

Certains oues entreposés au centre de déchets atomiques de Savannah-River (Caroline du Sud)...

Le numéro de « Monde » daté 24 juillet 1986 a été tiré à 439 679 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

EN BREF

GUINÉE-EQUATORIALE : tentative de coup d'Etat... SAHARA OCCIDENTAL : le Front Polisario revendique l'attaque d'un chariot espagnol.

SAHARA OCCIDENTAL : le Front Polisario revendique l'attaque d'un chariot espagnol. Dans un communiqué publié, le mercredi 23 juillet...

un mort et trois blessés, un incendie détruisant ensuite le chalutier.

Les Luxembourgeois veulent expertiser Cattenom... M. Walter Wallmer, ministre ouest-allemand de l'environnement...

